01000252602970036

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ **Αρ. Φύλλου 25**

26 Φεβρουαρίου 1997

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 2462

Κύρωση του Διεθνούς Συμφώνου για τα ατομικά και πολιτικά δικαιώματα, του Προαιρετικού Πρωτοκόλλου στο Διεθνές Σύμφωνο για τα ατομικά και πολιτικά δικαιώματα και του Δευτέρου Προαιρετικού Πρωτοκόλλου στο Διεθνές Σύμφωνο για τα ατομικά και πολιτικά δικαιώματα σχετικού με την κατάργηση της ποινής του θανάτου.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο

Κυρώνονται και έχουν την ισχύ, που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος, το Διεθνές Σύμφωνο για τα ατομικά και πολιτικά δικαιώματα, που υιοθετήθηκε από τη Γενική Συνέλευση των Ηνωμένων Εθνών στη Νέα Υόρκη στις 16 Δεκεμβρίου 1966, το Προαιρετικό Πρωτόκολλο στο Διεθνές Σύμφωνο για τα ατομικά και πολιτικά δικαιώματα, που υιοθετήθηκε από τη Γενική Συνέλευση των Ηνωμένων Εθνών στις 16 Δεκεμβρίου 1966 και το Δεύτερο Προαιρετικό Πρωτόκολλο στο Διεθνές Σύμφωνο για τα ατομικά και πολιτικά δικαιώματα σχετικό με την κατάργηση της ποινής του θανάτου, που υιοθετήθηκε από τη Γενική Συνέλευση των Ηνωμένων Εθνών στις 15 Δεκεμβρίου 1989. Το κείμενο του Συμφώνου και των Πρωτοκόλλων σε πρωτότυπο στη γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική έχει ως εξής:

PACTE INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS CIVILS ET POLITIQUES

Adopté et ouvert à la signature, à la ratification et à l'adhésion par l'Assemblée générale dans sa résolution 2200 A (XXI) du 16 décembre 1966

ENTRÉE EN VIGUEUR : le 23 mars 1976, conformément aux dispositions de l'article 49.

PRÉAMBULE

Les Etats parties au présent Pacte,

Considérant que, conformément aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde,

Reconnaissant que ces droits découlent de la dignité inhérente à la personne humaine,

Reconnaissant que, conformément à la Déclaration universelle des droits de l'homme, l'idéal de l'être humain libre, jouissant des libertés civiles et politiques et libéré de la crainte et de la misère, ne peut être réalisé que si des conditions permettant à chacun de jouir de ses droits civils et politiques, aussi bien que de ses droits économiques, sociaux et culturels, sont créées,

Considérant que la Charte des Nations Unies impose aux Etats l'obligation de promouvoir le respect universel et effectif des droits et des libertés de l'homme,

Prenant en considération le fait que l'individu a des devoirs envers autrui et envers la collectivité à laquelle il appartient et est tenu de s'efforcer de promouvoir et de respecter les droits reconnus dans le présent Pacte,

Sont convenus des articles suivants :

PREMIÈRE PARTIE

Article premier

1. Tous les peuples ont le droit de disposer d'eux-mêmes. En vertu de ce droit, ils déterminent librement leur statut politique et assurent librement leur développement économique, social et culturel.

2. Pour atteindre leurs fins, tous les peuples peuvent disposer librement de leurs richesses et de leurs ressources naturelles, sans préjudice des obligations qui découlent de la coopération économique internationale, fondée sur le principe de l'intérêt mutuel, et du droit international. En aucun cas, un peuple ne pourra être privé de ses propres moyens de subsistance.

3. Les Etats parties au présent Pacte, y compris ceux qui ont la responsabilité d'administrer des territoires non autonomes et des territoires sous tutelle, sont tenus de faciliter la réalisation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et de respecter ce droit, conformément aux dispositions de la Charte des Nations Unies.

DEUXIÈME PARTIE

Article 2

1. Les Etats parties au présent Pacte s'engagent à respecter et à garantir à tous les individus se trouvant sur leur territoire et relevant de leur compétence les droits reconnus dans le présent Pacte, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation.

2. Les Etats parties au présent Pacte s'engagent à prendre, en accord avec leurs procédures constitutionnelles et avec les dispositions du présent Pacte, les arrangements devant permettre l'adoption de telles mesures d'ordre législatif ou autre, propres à donner effet aux droits reconnus dans le présent Pacte qui ne seraient pas déjà en vigueur.

3. Les Etats parties au présent Pacte s'engagent à :

a) Garantir que toute personne dont les droits et libertés reconnus dans le présent Pacte auront été violés disposera d'un recours utile, alors même que la violation aurait été commise par des personnes agissant dans l'exercice de leurs fonctions officielles ;

b) Garantir que l'autorité compétente, judiciaire, administrative ou législative, ou toute autre autorité compétente selon la législation de l'Etat, statuera sur les droits de la personne qui forme le recours et développer les possibilités de recours juridictionnel ;

c) Garantir la bonne suite donnée par les autorités compétentes à tout recours qui aura été reconnu justifié.

Article 3

Les Etats parties au présent Pacte s'engagent à assurer le droit égal des hommes et des femmes de jouir de tous les droits civils et politiques énoncés dans le présent Pacte.

Article 4

1. Dans le cas où un danger public exceptionnel menace l'existence de la nation et est proclamé par un acte officiel, les Etats parties au présent Pacte peuvent prendre, dans la stricte mesure où la situation l'exige, des mesures dérogeant aux obligations prévues dans le présent Pacte, sous réserve que ces mesures ne soient pas incompatibles avec les autres obligations que leur impose le droit international et qu'elles n'entraînent pas une discrimination fondée uniquement sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion ou l'origine sociale.

2. La disposition précédente n'autorise aucune dérogation aux articles 6, 7, 8 (par. 1 et 2), 11, 15, 16 et 18.

3. Les Etats parties au présent Pacte qui usent du droit de dérogation doivent, par l'entremise du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, signaler aussitôt aux autres Etats parties les dispositions auxquelles ils ont dérogé ainsi que les motifs qui ont provoqué cette dérogation. Une nouvelle communication sera faite par la même entremise, à la date à laquelle ils ont mis fin à ces dérogations.

Article 5

1. Aucune disposition du présent Pacte ne peut être interprétée comme impliquant pour un Etat, un groupement ou un individu un droit quelconque de se livrer à une activité ou d'accomplir un acte visant à la destruction des droits et des libertés reconnus dans le présent Pacte ou à des limitations plus amples que celles prévues audit Pacte.

2. Il ne peut être admis aucune restriction ou dérogation aux droits fondamentaux de l'homme reconnus ou en vigueur dans tout Etat partie au présent Pacte en application de lois, de conventions, de règlements ou de coutumes, sous prétexte que le présent Pacte ne les reconnaît pas ou les reconnaît à un moindre degré.

TROISIÈME PARTIE

Article 6

1. Le droit à la vie est inhérent à la personne humaine. Ce droit doit être protégé par la loi. Nul ne peut être arbitrairement privé de la vie.

2. Dans les pays où la peine de mort n'a pas été abolie, une sentence de mort ne peut être prononcée que pour les crimes les plus graves, conformément à la législation en vigueur au moment où le crime a été commis et qui ne doit pas être en contradiction avec les dispositions du présent Pacte ni avec la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide. Cette peine ne peut être appliquée qu'en vertu d'un jugement définitif rendu par un tribunal compétent.

3. Lorsque la privation de la vie constitue le crime de génocide, il est entendu qu'aucune disposition du présent article n'autorise un Etat partie au présent Pacte à déroger d'aucune manière à une obligation quelconque assumée en vertu des dispositions de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide.

4. Tout condamné à mort a le droit de solliciter la grâce ou la commutation de la peine. L'amnistie, la grâce ou la commutation de la peine de mort peuvent dans tous les cas être accordées.

5. Une sentence de mort ne peut être imposée pour des crimes commis par des personnes âgées de moins de 18 ans et ne peut être exécutée contre des femmes enceintes.

6. Aucune disposition du présent article ne peut être invoquée pour retarder ou empêcher l'abolition de la peine capitale par un Etat partie au présent Pacte.

Article 7

Nul ne sera soumis à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. En particulier, il est interdit de soumettre une personne sans son libre consentement à une expérience médicale ou scientifique.

Article 8

1. Nul ne sera tenu en esclavage ; l'esclavage et la traite des esclaves, sous toutes leurs formes, sont interdits.

2. Nul ne sera tenu en servitude.

3. *a)* Nul ne sera astreint à accomplir un travail forcé ou obligatoire ;

b) L'alinéa *a* du présent paragraphe ne saurait être interprété comme interdisant, dans les pays où certains crimes peuvent être punis de détention accompagnée de travaux forcés, l'accomplissement d'une peine de travaux forcés, infligée par un tribunal compétent ;

c) N'est pas considéré comme « travail forcé ou obligatoire » au sens du présent paragraphe :

i) Tout travail ou service, non visé à l'alinéa *b*, normalement requis d'un individu qui est détenu en vertu d'une décision de justice régulière ou qui, ayant fait l'objet d'une telle décision, est libéré conditionnellement ;

ii) Tout service de caractère militaire et, dans les pays où l'objection de conscience est admise, tout service national exigé des objecteurs de conscience en vertu de la loi ;

iii) Tout service exigé dans les cas de force majeure ou de sinistres qui menacent la vie ou le bien-être de la communauté ;

iv) Tout travail ou tout service formant partie des obligations civiques normales.

Article 9

1. Tout individu a droit à la liberté et à la sécurité de sa personne. Nul ne peut faire l'objet d'une arrestation ou d'une détention arbitraires. Nul ne peut être privé de sa liberté, si ce n'est pour des motifs et conformément à la procédure prévus par la loi.

2. Tout individu arrêté sera informé, au moment de son arrestation, des raisons de cette arrestation et recevra notification, dans le plus court délai, de toute accusation portée contre lui.

3. Tout individu arrêté ou détenu du chef d'une infraction pénale sera traduit dans le plus court délai devant un juge ou une autre autorité habilitée par la loi à exercer des fonctions judiciaires, et devra être jugé dans un délai raisonnable ou libéré. La détention de personnes qui attendent de passer en jugement ne doit pas être de règle, mais la mise en liberté peut être subordonnée à des garanties assurant la comparution de l'intéressé à l'audience, à tous les autres actes de la procédure et, le cas échéant, pour l'exécution du jugement.

4. Quiconque se trouve privé de sa liberté par arrestation ou détention a le droit d'introduire un recours devant un tribunal afin que celui-ci statue sans délai sur la légalité de sa détention et ordonne sa libération si la détention est illégale.

5. Tout individu victime d'arrestation ou de détention illégale a droit à réparation.

Article 10

1. Toute personne privée de sa liberté est traitée avec humanité et avec le respect de la dignité inhérente à la personne humaine.

2. *a*) Les prévenus sont, sauf dans des circonstances exceptionnelles, séparés des condamnés et sont soumis à un régime distinct, approprié à leur condition de personnes non condamnées ;

b) Les jeunes prévenus sont séparés des adultes et il est décidé de leur cas aussi rapidement que possible.

3. Le régime pénitentiaire comporte un traitement des condamnés dont le but essentiel est leur amendement et leur reclassement social. Les jeunes délinquants sont séparés des adultes et soumis à un régime approprié à leur âge et à leur statut légal.

Article 11

Nul ne peut être emprisonné pour la seule raison qu'il n'est pas en mesure d'exécuter une obligation contractuelle.

Article 12

1. Quiconque se trouve légalement sur le territoire d'un Etat a le droit d'y circuler librement et d'y choisir librement sa résidence.

2. Toute personne est libre de quitter n'importe quel pays, y compris le sien.

3. Les droits mentionnés ci-dessus ne peuvent être l'objet de restrictions que si celles-ci sont prévues par la loi, nécessaires pour protéger la sécurité nationale, l'ordre public, la santé ou la moralité publiques, ou les droits et libertés d'autrui, et compatibles avec les autres droits reconnus par le présent Pacte.

4. Nul ne peut être arbitrairement privé du droit d'entrer dans son propre pays.

Article 13

Un étranger qui se trouve légalement sur le territoire d'un Etat partie au présent Pacte ne peut en être expulsé qu'en exécution d'une décision prise conformément à la loi et, à moins que des raisons impérieuses de sécurité nationale ne s'y opposent, il doit avoir la possibilité de faire valoir les raisons qui militent contre son expulsion et de faire examiner son cas par l'autorité compétente, ou par une ou plusieurs personnes spécialement désignées par ladite autorité, en se faisant représenter à cette fin.

Article 14

1. Tous sont égaux devant les tribunaux et les cours de justice. Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal compétent, indépendant et impartial, établi par la loi, qui décidera soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle, soit des contestations sur ses droits et obligations de caractère civil. Le huis clos peut être prononcé pendant la totalité ou une partie du procès soit dans l'intérêt des bonnes mœurs, de l'ordre public ou de la sécurité nationale dans une société démocratique, soit lorsque l'intérêt de la vie privée des parties en cause l'exige, soit encore dans la mesure où le tribunal l'estimera absolument nécessaire, lorsqu'en raison des circonstances particulières de l'affaire la publicité nuirait aux intérêts de la justice ; cependant, tout jugement rendu en matière pénale ou civile sera public, sauf si l'intérêt de mineurs exige qu'il en soit autrement ou si le procès porte sur des différends matrimoniaux ou sur la tutelle des enfants.

2. Toute personne accusée d'une infraction pénale est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie.

3. Toute personne accusée d'une infraction pénale a droit, en pleine égalité, au moins aux garanties suivantes :

a) A être informée, dans le plus court délai, dans une langue qu'elle comprend et de façon détaillée, de la nature et des motifs de l'accusation portée contre elle ;

b) A disposer du temps et des facilités nécessaires à la préparation de sa défense et à communiquer avec le conseil de son choix ;

c) A être jugée sans retard excessif ;

d) A être présente au procès et à se défendre elle-même ou à avoir l'assistance d'un défenseur de son choix ; si elle n'a pas de défenseur, à être informée de son droit d'en avoir un, et, chaque fois que l'intérêt de la justice l'exige, à se voir attribuer d'office un défenseur, sans frais, si elle n'a pas les moyens de le rémunérer ;

e) A interroger ou faire interroger les témoins à charge et à obtenir la comparution et l'interrogatoire des témoins à décharge dans les mêmes conditions que les témoins à charge ;

f) A se faire assister gratuitement d'un interprète si elle ne comprend pas ou ne parle pas la langue employée à l'audience ;

g) A ne pas être forcée de témoigner contre elle-même ou de s'avouer coupable.

4. La procédure applicable aux jeunes gens qui ne sont pas encore majeurs au regard de la loi pénale tiendra compte de leur âge et de l'intérêt que présente leur rééducation.

5. Toute personne déclarée coupable d'une infraction a le droit de faire examiner par une juridiction supérieure la déclaration de culpabilité et la condamnation, conformément à la loi.

6. Lorsqu'une condamnation pénale définitive est ultérieurement annulée ou lorsque la grâce est accordée parce qu'un fait nouveau ou nouvellement révélé prouve qu'il s'est produit une erreur judiciaire, la personne qui a subi une peine à raison de cette condamnation sera indemnisée, conformément à la loi, à moins qu'il ne soit prouvé que la non-révélation en temps utile du fait inconnu lui est imputable en tout ou partie.

7. Nul ne peut être poursuivi ou puni en raison d'une infraction pour laquelle il a déjà été acquitté ou condamné par un jugement définitif conformément à la loi et à la procédure pénale de chaque pays.

Article 15

1. Nul ne sera condamné pour des actions ou omissions qui ne constituaient pas un acte délictueux d'après le droit national ou international au moment où elles ont été commises. De même, il ne sera infligé aucune peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l'infraction a été commise. Si, postérieurement à cette infraction, la loi prévoit l'application d'une peine plus légère, le délinquant doit en bénéficier.

2. Rien dans le présent article ne s'oppose au jugement ou à la condamnation de tout individu en raison d'actes ou omissions qui, au moment où ils ont été commis, étaient tenus pour criminels, d'après les principes généraux de droit reconnus par l'ensemble des nations.

Article 16

Chacun a droit à la reconnaissance en tous lieux de sa personnalité juridique.

Article 17

1. Nul ne sera l'objet d'immixtions arbitraires ou illégales dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance, ni d'atteintes illégales à son honneur et à sa réputation.

2. Toute personne a droit à la protection de la loi contre de telles immixtions ou de telles atteintes.

Article 18

1. Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion ; ce droit implique la liberté d'avoir ou d'adopter une religion ou une conviction de son choix, ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction, individuellement ou en commun, tant en public qu'en privé, par le culte et l'accomplissement des rites, les pratiques et l'enseignement.

2. Nul ne subira de contrainte pouvant porter atteinte à sa liberté d'avoir ou d'adopter une religion ou une conviction de son choix.

3. La liberté de manifester sa religion ou ses convictions ne peut faire l'objet que des seules restrictions prévues par la loi et qui sont nécessaires à la protection de la sécurité, de l'ordre et de la santé publique, ou de la morale ou des libertés et droits fondamentaux d'autrui.

4. Les Etats parties au présent Pacte s'engagent à respecter la liberté des parents et, le cas échéant, des tuteurs légaux de faire assurer l'éducation religieuse et morale de leurs enfants conformément à leurs propres convictions.

Article 19

1. Nul ne peut être inquiété pour ses opinions.

2. Toute personne a droit à la liberté d'expression ; ce droit comprend la liberté de rechercher, de recevoir et de répandre des informations et des idées de toute espèce, sans considération de frontières, sous une forme orale, écrite, imprimée ou artistique, ou par tout autre moyen de son choix.

3. L'exercice des libertés prévues au paragraphe 2 du présent article comporte des devoirs spéciaux et des responsabilités spéciales. Il peut en conséquence être soumis à certaines restrictions qui doivent toutefois être expressément fixées par la loi et qui sont nécessaires :

a) Au respect des droits ou de la réputation d'autrui ;

b) A la sauvegarde de la sécurité nationale, de l'ordre public, de la santé ou de la moralité publiques.

Article 20

1. Toute propagande en faveur de la guerre est interdite par la loi.

2. Tout appel à la haine nationale, raciale ou religieuse qui constitue une incitation à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence est interdit par la loi.

Article 21

Le droit de réunion pacifique est reconnu. L'exercice de ce droit ne peut faire l'objet que des seules restrictions imposées conformément à la loi et qui sont nécessaires dans une société démocratique, dans l'intérêt de la sécurité nationale, de la sûreté publique, de l'ordre public ou pour protéger la santé ou la moralité publiques, ou les droits et les libertés d'autrui.

Article 22

1. Toute personne a le droit de s'associer librement avec d'autres, y compris le droit de constituer des syndicats et d'y adhérer pour la protection de ses intérêts.

2. L'exercice de ce droit ne peut faire l'objet que des seules restrictions prévues par la loi et qui sont nécessaires dans une société démocratique, dans l'intérêt de la sécurité nationale, de la sûreté publique, de l'ordre public, ou pour protéger la santé ou la moralité publiques ou les droits et les libertés d'autrui. Le présent article n'empêche pas

de soumettre à des restrictions légales l'exercice de ce droit par les membres des forces armées et de la police.

3. Aucune disposition du présent article ne permet aux Etats parties à la Convention de 1948 de l'Organisation internationale du Travail concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical de prendre des mesures législatives portant atteinte — ou d'appliquer la loi de façon à porter atteinte — aux garanties prévues dans ladite convention.

Article 23

1. La famille est l'élément naturel et fondamental de la société et a droit à la protection de la société et de l'Etat.

2. Le droit de se marier et de fonder une famille est reconnu à l'homme et à la femme à partir de l'âge nubile.

3. Nul mariage ne peut être conclu sans le libre et plein consentement des futurs époux.

4. Les Etats parties au présent Pacte prendront les mesures appropriées pour assurer l'égalité de droits et de responsabilités des époux au regard du mariage, durant la mariage et lors de sa dissolution. En cas de dissolution, des dispositions seront prises afin d'assurer aux enfants la protection nécessaire.

Article 24

1. Tout enfant, sand discrimination aucune fondée sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion, l'origine nationale ou sociale, la fortune ou la naissance, a droit, de la part de sa famille, de la société et de l'Etat, aux mesures de protection qu'exige sa condition de mineur.

2. Tout enfant doit être enregistré immédiatement après sa naissance et avoir un nom.

3. Tout enfant a le droit d'acquérir une nationalité.

Article 25

Tout citoyen a le droit et la possibilité, sans aucune des discriminations visées à l'article 2 et sans restrictions déraisonnables :

a) De prendre part à la direction des affaires publiques, soit directement, soit par l'intermédiaire de représentants librement choisis ;

b) De voter et d'être élu, au cours d'élections périodiques, honnêtes, au suffrage universel et égal et au scrutin secret, assurant l'expression libre de la volonté des électeurs ;

c) D'accéder, dans des conditions générales d'égalité, aux fonctions publiques de son pays.

Article 26

Toutes les personnes sont égales devant la loi et ont droit sans discrimination à une égale protection de la loi. A cet égard, la loi doit interdire toute discrimination et garantir à toutes les personnes une protection égale et efficace contre toute discrimination, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique et de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation.

Article 27

Dans les Etats où il existe des minorités ethniques, religieuses ou linguistiques, les personnes appartenant à ces minorités ne peuvent être privées du droit d'avoir, en commun avec les autres membres de leur groupe, leur propre vie culturelle, de professer et de pratiquer leur propre religion, ou d'employer leur propre langue.

QUATRIÈME PARTIE

Article 28

1. Il est institué un comité des droits de l'homme (ci-après dénommé le Comité dans le présent Pacte). Ce comité est composé de dix-huit membres et a les fonctions définies ci-après.

2. Le Comité est composé de ressortissants des Etats parties au présent Pacte, qui doivent être des personnalités de haute moralité et possédant une compétence reconnue dans le domaine des droits de l'homme. Il sera tenu compte de l'intérêt que présente la participation aux travaux du Comité de quelques personnes ayant une expérience juridique.

3. Les membres du Comité sont élus et siègent à titre individuel.

Article 29

1. Les membres du Comité sont élus au scrutin secret sur une liste de personnes réunissant les conditions prévues à l'article 28, et présentées à cet effet par les Etats parties au présent Pacte.

2. Chaque Etat partie au présent Pacte peut présenter deux personnes au plus. Ces personnes doivent être des ressortissants de l'Etat qui les présente.

3. La même personne peut être présentée à nouveau.

Article 30

1. La première élection aura lieu au plus tard six mois après la date de l'entrée en vigueur du présent Pacte.

2. Quatre mois au moins avant la date de toute élection au Comité, autre qu'une élection en vue de pourvoir à une vacance déclarée conformément à l'article 34, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies invite par écrit les Etats parties au présent Pacte à désigner, dans un délai de trois mois, les candidats qu'ils proposent comme membres du Comité.

3. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies dresse la liste alphabétique de toutes les personnes ainsi présentées en mentionnant les Etats parties qui les ont présentées et la communique aux Etats parties au présent Pacte au plus tard un mois avant la date de chaque élection.

4. Les membres du Comité sont élus au cours d'une réunion des Etats parties au présent Pacte convoquée par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies au Siège de l'Organisation. A cette réunion, où le quorum est constitué par les deux tiers des Etats parties au présent Pacte, sont élus membres du Comité les candidats qui obtiennent le plus grand nombre de voix et la majorité absolue des votes des représentants des Etats parties présents et votants.

Article 31

1. Le Comité ne peut comprendre plus d'un ressortissant d'un même Etat.

2. Pour les élections au Comité, il est tenu compte d'une répartition géographique équitable et de la représentation des diverses formes de civilisation ainsi que des principaux systèmes juridiques.

Article 32

1. Les membres du Comité sont élus pour quatre ans. Ils sont rééligibles s'ils sont présentés à nouveau. Toutefois, le mandat de neuf des membres élus lors de la première élection prend fin au bout de deux ans ; immédiatement après la première élection, les noms de ces neuf membres sont tirés au sort par le Président de la réunion visée au paragraphe 4 de l'article 30.

2. A l'expiration du mandat, les élections ont lieu conformément aux dispositions des articles précédents de la présente partie du Pacte.

Article 33

1. Si, de l'avis unanime des autres membres, un membre du Comité a cessé de remplir ses fonctions pour toute cause autre qu'une absence de caractère temporaire, le Président du Comité en informe le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui déclare alors vacant le siège qu'occupait ledit membre.

2. En cas de décès ou de démission d'un membre du Comité, le Président en informe immédiatement le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui déclare le siège vacant à compter de la date du décès ou de celle à laquelle la démission prend effet.

Article 34

1. Lorsqu'une vacance est déclarée conformément à l'article 33 et si le mandat du membre à remplacer n'expire pas dans les six mois qui suivent la date à laquelle la vacance a été déclarée, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en avise les Etats parties au présent Pacte qui peuvent, dans un délai de deux mois, désigner des candidats conformément aux dispositions de l'article 29 en vue de pourvoir à la vacance.

2. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies dresse la liste alphabétique des personnes ainsi présentées et la communique aux Etats parties au présent Pacte. L'élection en vue de pourvoir à la vacance a lieu ensuite conformément aux dispositions pertinentes de la présente partie du Pacte.

3. Tout membre du Comité élu à un siège déclaré vacant conformément à l'article 33 fait partie du Comité jusqu'à la date normale d'expiration du mandat du membre dont le siège est devenu vacant au Comité conformément aux dispositions dudit article.

Article 35

Les membres du Comité reçoivent, avec l'approbation de l'Assemblée générale des Nations Unies, des émoluments prélevés sur les ressources de l'Organisation des Nations Unies dans les conditions fixées par l'Assemblée générale, eu égard à l'importance des fonctions du Comité.

Article 36

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies met à la disposition du Comité le personnel et les moyens matériels qui lui sont nécessaires pour s'acquitter efficacement des fonctions qui lui sont confiées en vertu du présent Pacte.

Article 37

1. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies convoque les membres du Comité, pour la première réunion, au Siège de l'Organisation.

2. Après sa première réunion, le Comité se réunit à toute occasion prévue par son règlement intérieur.

3. Les réunions du Comité ont normalement lieu au Siège de l'Organisation des Nations Unies ou à l'Office des Nations Unies à Genève.

Article 38

Tout membre du Comité doit, avant d'entrer en fonctions, prendre en séance publique l'engagement solennel de s'acquitter de ses fonctions en toute impartialité et en toute conscience.

Article 39

1. Le Comité élit son bureau pour une période de deux ans. Les membres du bureau sont rééligibles.

2. Le Comité établit lui-même son règlement intérieur ; celui-ci doit, toutefois, contenir entre autres les dispositions suivantes :

a) Le quorum est de douze membres ;

b) Les décisions du Comité sont prises à la majorité des membres présents.

Article 40

1. Les Etats parties au présent Pacte s'engagent à présenter des rapports sur les mesures qu'ils auront arrêtées et qui donnent effet aux droits reconnus dans le présent Pacte et sur les progrès réalisés dans la jouissance de ces droits :

a) Dans un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur du présent Pacte, pour chaque Etat partie intéressé en ce qui le concerne ;

b) Par la suite, chaque fois que le Comité en fera la demande.

2. Tous les rapports seront adressés au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies qui les transmettra au Comité pour examen. Les rapports devront indiquer, le cas échéant, les facteurs et les difficultés qui affectent la mise en œuvre des dispositions du présent Pacte.

3. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies peut, après consultation du Comité, communiquer aux institutions spécialisées intéressées copie de toutes parties des rapports pouvant avoir trait à leur domaine de compétence.

4. Le Comité étudie les rapports présentés par les Etats parties au présent Pacte. Il adresse aux Etats parties ses propres rapports, ainsi que toutes observations générales qu'il jugerait appropriées. Le Comité peut également transmettre au Conseil économique et social ces observations accompagnées de copies des rapports qu'il a reçus d'Etats parties au présent Pacte.

5. Les Etats parties au présent Pacte peuvent présenter au Comité des commentaires sur toute observation qui serait faite en vertu du paragraphe 4 du présent article.

Article 41

1. Tout Etat partie au présent Pacte peut, en vertu du présent article, déclarer à tout moment qu'il reconnaît la compétence du Comité pour recevoir et examiner des communications dans lesquelles un Etat partie prétend qu'un autre Etat partie ne s'acquitte pas de ses obligations au titre du présent Pacte. Les communications présentées en vertu du présent article ne peuvent être reçues et examinées que si elles émanent d'un Etat partie qui a fait une déclaration reconnaissant, en ce qui le concerne, la compétence du Comité. Le Comité ne reçoit aucune communication intéressant un Etat partie qui n'a pas fait une telle déclaration. La procédure ci-après s'applique à l'égard des communications reçues conformément au présent article :

a) Si un Etat partie au présent Pacte estime qu'un autre Etat également partie à ce pacte n'en applique pas les dispositions, il peut appeler, par communication écrite, l'attention de cet Etat sur la question. Dans un délai de trois mois à compter de la réception de la communication, l'Etat destinataire fera tenir à l'Etat qui a adressé la communication des explications ou toutes autres déclarations écrites élucidant la question, qui devront comprendre, dans toute la mesure possible et utile, des indications sur ses règles de procédure et sur les moyens de recours soit déjà utilisés, soit en instance, soit encore ouverts.

b) Si, dans un délai de six mois à compter de la date de réception de la communication originale par l'Etat destinataire, la question n'est pas réglée à la satisfaction des deux Etats parties intéressés, l'un comme l'autre auront le droit de la soumettre au Comité, en adressant une notification au Comité ainsi qu'à l'autre Etat intéressé.

c) Le Comité ne peut connaître d'une affaire qui lui est soumise qu'après s'être assuré que tous les recours internes disponibles ont été utilisés et épuisés, conformément aux principes de droit international généralement reconnus. Cette règle ne s'applique pas dans les cas où les procédures de recours excèdent les délais raisonnables.

d) Le Comité tient ses séances à huis clos lorsqu'il examine les communications prévues au présent article.

e) Sous réserve des dispositions de l'alinéa *c*, le Comité met ses bons offices à la disposition des Etats parties intéressés, afin de parvenir à une solution amiable de la question fondée sur le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, tels que les reconnaît le présent Pacte.

f) Dans toute affaire qui lui est soumise, le Comité peut demander aux Etats parties intéressés visés à l'alinéa *b* de lui fournir tout renseignement pertinent.

g) Les Etats parties intéressés, visés à l'alinéa *b*, ont le droit de se faire représenter lors de l'examen de l'affaire par le Comité et de présenter des observations oralement ou par écrit, ou sous l'une et l'autre forme.

h) Le Comité doit présenter un rapport dans un délai de douze mois à compter du jour où il a reçu la notification visée à l'alinéa *b* :

i) Si une solution a pu être trouvée conformément aux dispositions de l'alinéa *e*, le Comité se borne, dans son rapport, à un bref exposé des faits et de la solution intervenue ;

ii) Si une solution n'a pu être trouvée conformément aux dispositions de l'alinéa *e*, le Comité se borne, dans son rapport, à un bref exposé des faits ; le texte des observations écrites et le procès-verbal des observations orales présentées par les Etats parties intéressés sont joints au rapport.

Pour chaque affaire, le rapport est communiqué aux Etats parties intéressés.

2. Les dispositions du présent article entreront en vigueur lorsque dix Etats parties au présent Pacte auront fait la déclaration prévue au paragraphe 1 du présent article. Ladite déclaration est déposée par l'Etat partie auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en communique copie aux autres Etats parties. Une déclaration peut être retirée à tout moment au moyen d'une notification adressée au Secrétaire général. Ce retrait est sans préjudice de l'examen de toute question qui fait l'objet d'une communication déjà transmise en vertu du présent article; aucune autre communication d'un Etat partie ne sera reçue après que le Secrétaire général aura reçu notification du retrait de la déclaration, à moins que l'Etat partie intéressé n'ait fait une nouvelle déclaration.

Article 42

1. *a*) Si une question soumise au Comité conformément à l'article 41 n'est pas réglée à la satisfaction des Etats parties intéressés, le Comité peut, avec l'assentiment préalable des Etats parties intéressés, désigner une commission de conciliation *ad hoc* (ci-après dénommée la Commission). La Commission met ses bons offices à la disposition des Etats parties intéressés, afin de parvenir à une solution amiable de la question, fondée sur le respect du présent Pacte ;

b) La Commission est composée de cinq membres nommés avec l'accord des Etats parties intéressés. Si les Etats parties intéressés ne parviennent pas à une entente sur tout ou partie de la composition de la Commission dans un délai de trois mois, les membres de la Commission au sujet desquels l'accord ne s'est pas fait sont élus au scrutin secret parmi les membres du Comité, à la majorité des deux tiers des membres du Comité.

2. Les membres de la Commission siègent à titre individuel. Ils ne doivent être ressortissants ni des Etats parties intéressés, ni d'un Etat qui n'est pas partie au présent Pacte, ni d'un Etat partie qui n'a pas fait la déclaration prévue à l'article 41.

3. La Commission élit son président et adopte son règlement intérieur.

4. La Commission tient normalement ses réunions au Siège de l'Organisation des Nations Unies ou à l'Office des Nations Unies à Genève. Toutefois, elle peut se réunir en tout autre lieu approprié que peut déterminer la Commission en consultation avec le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et les Etats parties intéressés.

5. Le secrétariat prévu à l'article 36 prête également ses services aux commissions désignées en vertu du présent article.

6. Les renseignements obtenus et dépouillés par le Comité sont mis à la disposition de la Commission, et la Commission peut demander aux Etats parties intéressés de lui fournir tout renseignement complémentaire pertinent.

7. Après avoir étudié la question sous tous ses aspects, mais en tout cas dans un délai maximum de douze mois après qu'elle en aura été saisie, la Commission soumet un rapport au Président du Comité qui le communique aux Etats parties intéressés :

a) Si la Commission ne peut achever l'examen de la question dans les douze mois, elle se borne à indiquer brièvement dans son rapport où elle en est de l'examen de la question ;

b) Si l'on est parvenu à un règlement amiable de la question, fondé sur le respect des droits de l'homme reconnus dans le présent Pacte, la Commission se borne à indiquer brièvement dans son rapport les faits et le règlement auquel on est parvenu ;

c) Si l'on n'est pas parvenu à un règlement au sens de l'alinéa *b*, la Commission fait figurer dans son rapport ses conclusions sur tous les points de fait relatifs à la question débattue entre les Etats parties intéressés ainsi que ses constatations sur les possibilités de règlement amiable de l'affaire ; le rapport renferme également les observations écrites et un procès-verbal des observations orales présentées par les Etats parties intéressés ;

d) Si le rapport de la Commission est soumis conformément à l'alinéa *c*, les Etats parties intéressés font savoir au Président du Comité, dans un délai de trois mois après la réception du rapport, s'ils acceptent ou non les termes du rapport de la Commission.

8. Les dispositions du présent article s'entendent sans préjudice des attributions du Comité prévues à l'article 41.

9. Toutes les dépenses des membres de la Commission sont réparties également entre les Etats parties intéressés, sur la base d'un état estimatif établi par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

10. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est habilité, si besoin est, à défrayer les membres de la Commission de leurs dépenses, avant que le remboursement en ait été effectué par les Etats parties intéressés, conformément au paragraphe 9 du présent article.

Article 43

Les membres du Comité et les membres des commissions de conciliation *ad hoc* qui pourraient être désignées conformément à l'article 42 ont droit aux facilités, privilèges et immunités reconnus aux experts en mission pour l'Organisation des Nations Unies, tels qu'ils sont énoncés dans les sections pertinentes de la Convention sur les privilèges et les immunités des Nations Unies.

Article 44

Les dispositions de mise en œuvre du present Pacte s'appliquent sans préjudice des procédures instituées en matière de droits de l'homme aux termes ou en vertu des instruments constitutifs et des conventions de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées, et n'empêchent pas les Etats parties de recourir à d'autres procédures pour le règlement d'un différend conformément aux accords internationaux généraux ou spéciaux qui les lient.

Article 45

Le Comité adresse chaque année à l'Assemblée générale des Nations Unies, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, un rapport sur ses travaux.

CINQUIÈME PARTIE

Article 46

Aucune disposition du présent Pacte ne doit être interprétée comme portant atteinte aux dispositions de la Charte des Nations Unies et des constitutions des institutions spécialisées qui définissent les responsabilités respectives des divers organes de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées en ce qui concerne les questions traitées dans le présent Pacte.

Article 47

Aucune disposition du présent Pacte ne sera interprétée comme portant atteinte au droit inhérent de tous les peuples à profiter et à user pleinement et librement de leurs richesses et ressources naturelles.

SIXIÈME PARTIE

Article 48

1. Le présent Pacte est ouvert à la signature de tout Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies ou membre de l'une quelconque de ses institutions spécialisées, de tout Etat partie au Statut de la Cour internationale de Justice, ainsi que de tout autre Etat invité par l'Assemblée générale des Nations Unies à devenir partie au présent Pacte.

2. Le présent Pacte est sujet à ratification et les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

3. Le présent Pacte sera ouvert à l'adhésion de tout Etat visé au paragraphe 1 du présent article.

4. L'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

5. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies informe tous les Etats qui ont signé le présent Pacte ou qui y ont adhéré du dépôt de chaque instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 49

1. Le présent Pacte entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies du trente-cinquième instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chacun des Etats qui ratifieront le présent Pacte ou y adhéreront après le dépôt du trente-cinquième instrument de ratification ou d'adhésion, ledit Pacte entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt par cet Etat de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 50

Les dispositions du présent Pacte s'appliquent, sans limitation ni exception aucune, à toutes les unités constitutives des Etats fédératifs.

Article 51

1. Tout Etat partie au présent Pacte peut proposer un amendement et en déposer le texte auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Le Secrétaire général transmet alors tous projets d'amendements aux Etats parties au présent Pacte en leur demandant de lui indiquer s'ils désirent voir convoquer une conférence d'Etats parties pour examiner ces projets et les mettre aux voix. Si un tiers au moins des Etats se déclarent en faveur de cette convocation, le Secrétaire général convoque la conférence sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies. Tout amendement adopté par la majorité des Etats présents et votants à la conférence est soumis pour approbation à l'Assemblée générale des Nations Unies.

2. Ces amendements entrent en vigueur lorsqu'ils ont été approuvés par l'Assemblée générale des Nations Unies et acceptés, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives, par une majorité des deux tiers des Etats parties au présent Pacte.

3. Lorsque ces amendements entrent en vigueur, ils sont obligatoires pour les Etats parties qui les ont acceptés, les autres Etats parties restant liés par les dispositions du présent Pacte et par tout amendement antérieur qu'ils ont accepté.

Article 52

Indépendamment des notifications prévues au paragraphe 5 de l'article 48, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies informera tous les Etats visés au paragraphe 1 dudit article :

a) Des signatures apposées au présent Pacte et des instruments de ratification et d'adhésion déposés conformément à l'article 48 ;

b) De la date à laquelle le présent Pacte entrera en vigueur conformément à l'article 49 et de la date à laquelle entreront en vigueur les amendements prévus à l'article 51.

Article 53

1. Le présent Pacte, dont les textes anglais, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé aux archives de l'Organisation des Nations Unies.

2. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies transmettra une copie certifiée conforme du présent Pacte à tous les Etats visés à l'article 48.

POUR L' AFGHANISTAN:
POUR L' ALBANIE:
POUR L' ALGÉRIE:
POUR L' ARGENTINE:
POUR L' AUSTRALIE:
POUR L' AUTRICHE:
POUR LA BARBADE:
POUR LA BELGIQUE:
POUR LA BOLIVIE:
POUR LE BOTSWANA:
POUR LE BRÉSIL:
POUR LA BULGARIE:
POUR LA BIRMANIE:
POUR LE BURUNDI:
POUR LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIÉTIQUE DE BIÉLORUSSIE:
POUR LE CAMBODGE:
POUR LE CAMEROUN:
POUR LE CANADA:
POUR LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE:
POUR CEYLAN:
POUR LE TCHAD:
POUR LE CHILI:
POUR LA CHINE:
POUR LA COLOMBIE:
POUR LE CONGO (BRAZZAVILLE):
POUR LE CONGO (RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU):
POUR LE COSTA RICA:
POUR CUBA:
POUR CHYPRE:
POUR LA TCHÉCOSLOVAQUIE:
POUR LE DAHOMEY:
POUR LE DANEMARK:
POUR LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE:
POUR L' EQUATEUR:
POUR EL SALVADOR:
POUR L' ETHIOPIE:
POUR LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D' ALLEMAGNE:
POUR LA FINLANDE:
POUR LA FRANCE:
POUR LE GABON:
POUR LA GAMBIE:
POUR LE GHANA:
POUR LA GRÉCE:
POUR LE GUATEMALA:
POUR LA GUINÉE:
POUR LA GUYANE:
POUR HAÏTI:
POUR LE SAINT-SIÈGE:
POUR LE HONDURAS:
POUR LA HONGRIE:
POUR L' ISLANDE:
POUR L' INDE:
POUR L' INDONÉSIE:
POUR L' IRAN:
POUR L' IRAK:
POUR L' IRLANDE:
POUR ISRAËL:
POUR L' ITALIE:
POUR LA CÔTE-D' IVOIRE:
POUR LA JAMAÏQUE:
POUR LE JAPON:
POUR LA JORDANIE:
POUR LE KENYA:
POUR LE KOWEÏT:
POUR LE LAOS
POUR LE LIBAN:
POUR LE LESOTHO:
POUR LE LIBÉRIA:
POUR LA LIBYE:
POUR LE LIECHTESNTEIN:
POUR LE LUXEMBOURG:
POUR MADAGASCAR:
POUR LE MALAWI:
POUR LA MALAISIE:
POUR LES ÎLES MALDIVES:
POUR LE MALI:
POUR MALTE:
POUR LA MAURITANIE:
POUR LE MEXIQUE:
POUR MONACO:
POUR LA MONGOLIE:
POUR LE MAROC:
POUR LE NÉPAL:
POUR LES PAYS-BAS:
POUR LA NOUVELLE-ZÉLANDE:
POUR LE NICARAGUA:
POUR LE NIGER:
POUR LA NIGÉRIA:
POUR LA NORVÈGE:
POUR LE PAKISTAN:
POUR LE PANAMA:
POUR LE PARAGUAY:
POUR LE PÉROU:
POUR LES PHILIPPINES:
POUR LA POLOGNE:
POUR LE PORTUGAL:
POUR LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE:
POUR LA RÉPUBLIQUE DU VIET-NAM:
POUR LA ROUMANIE:
POUR LE RWANDA:
POUR SAINT-MARIN:
POUR L'ARABIE SAOUDITE:
POUR LE SÉNÉGAL:
POUR LE SIERRA LEONE:
POUR SINGAPOUR:
POUR LA SOMALIE:
POUR L' AFRIQUE DU SUD:
POUR L' ESPAGNE:
POUR LE SOUDAN:
POUR LA SUÈDE:
POUR LA SUISSE:
POUR LA SYRIE:
POUR LA THAÏLANDE:
POUR LE TOGO:
POUR LA TRINITÉ ET TOBAGO:
POUR LA TUNISIE:
POUR LA TURQUIE:
POUR L' OUGANDA:
POUR LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIÉTIQUE D' UKRAINE:
POUR L' UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES:

POUR LA RÉPUBLIQUE ARABE UNIE:
POUR LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D' IRLANDE DU NORD:
POUR LA RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE:
POUR LES ETATS-UNIS D' AMÉRIQUE:
POUR LA HAUTE-VOLTA:
POUR L' URUGUAY:
POUR LE VENEZUELA:
POUR LE SAMOA - OCCIDENTAL:
POUR LE YÉMEN:
POUR LA YOUGOSLAVIE:
POUR LA ZAMBIE:

Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques

Les États parties au présent Protocole,

Considérant que, pour mieux assurer l'accomplissement des fins du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (ci-après dénommé le Pacte) et l'application de ses dispositions, il conviendrait d'habiliter le Comité des droits de l'homme, constitué aux termes de la quatrième partie du Pacte (ci-après dénommé le Comité), à recevoir et à examiner, ainsi qu'il est prévu dans le présent Protocole, des communications émanant de particuliers qui prétendent être victimes d'une violation d'un des droits énoncés dans le Pacte,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier

Tout État partie au Pacte qui devient partie au présent Protocole reconnaît que le Comité a compétence pour recevoir et examiner des communications émanant de particuliers relevant de sa juridiction qui prétendent être victimes d'une violation, par cet État partie, de l'un quelconque des droits énoncés dans le Pacte. Le Comité ne reçoit aucune communication intéressant un État partie au Pacte qui n'est pas partie au présent Protocole.

Article 2

Sous réserve des dispositions de l'article premier, tout particulier qui prétend être victime d'une violation de l'un quelconque des droits énoncés dans le Pacte et qui a épuisé tous les recours internes disponibles peut présenter une communication écrite au Comité pour qu'il l'examine.

Article 3

Le Comité déclare irrecevable toute communication présentée en vertu du présent Protocole qui est anonyme ou qu'il considère être un abus du droit de présenter de telles communications ou être incompatible avec les dispositions du Pacte.

Article 4

1. Sous réserve des dispositions de l'article 3, le Comité porte toute communication qui lui est présentée en vertu du présent Protocole à l'attention de l'État partie audit Protocole qui a prétendument violé l'une quelconque des dispositions du Pacte.

2. Dans les six mois qui suivent, ledit État soumet par écrit au Comité des explications ou déclarations éclaircissant la question et indiquant, le cas échéant, les mesures qu'il pourrait avoir prises pour remédier à la situation.

Article 5

1. Le Comité examine les communications reçues en vertu du présent Protocole en tenant compte de toutes les informations écrites qui lui sont soumises par le particulier et par l'État partie intéressé.

2. Le Comité n'examinera aucune communication d'un particulier sans s'être assuré que :

a) La même question n'est pas déjà en cours d'examen devant une autre instance internationale d'enquête ou de règlement;

b) Le particulier a épuisé tous les recours internes disponibles. Cette règle ne s'applique pas si les procédures de recours excèdent des délais raisonnables.

3. Le Comité tient ses séances à huis clos lorsqu'il examine les communications prévues dans le présent Protocole.

4. Le Comité fait part de ses constatations à l'État partie intéressé et au particulier.

Article 6

Le Comité inclut dans le rapport annuel qu'il établit conformément à l'article 45 du Pacte un résumé de ses activités au titre du présent Protocole.

Article 7

En attendant la réalisation des objectifs de la résolution 1514 (XV) adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 14 décembre 1960,

concernant la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, les dispositions du présent Protocole ne restreignent en rien le droit de pétition accordé à ces peuples par la Charte des Nations Unies et d'autres conventions et instruments internationaux conclus sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies ou de ses institutions spécialisées.

Article 8

1. Le présent Protocole est ouvert à la signature de tout État qui a signé le Pacte.

2. Le présent Protocole est soumis à la ratification de tout État qui a ratifié le Pacte ou qui y a adhéré. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

3. Le présent Protocole sera ouvert à l'adhésion de tout État qui a ratifié le Pacte ou qui y a adhéré.

4. L'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

5. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies informe tous les États qui ont signé le présent Protocole ou qui y ont adhéré du dépôt de chaque instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 9

1. Sous réserve de l'entrée en vigueur du Pacte, le présent Protocole entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies du dixième instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chacun des États qui ratifieront le présent Protocole ou y adhéreront après le dépôt du dixième instrument de ratification ou d'adhésion, ledit Protocole entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt par cet État de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 10

Les dispositions du présent Protocole s'appliquent, sans limitation ni exception aucune, à toutes les unités constitutives des États fédératifs.

Article 11

1. Tout État partie au présent Protocole peut proposer un amendement et en déposer le texte auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Le Secrétaire général transmet alors tous projets d'amendements aux États parties audit Protocole en leur demandant de lui

indiquer s'ils désirent voir convoquer une conférence d'États parties pour examiner ces projets et les mettre aux voix. Si le tiers au moins des États se déclarent en faveur de cette convocation, le Secrétaire général convoque la conférence sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies. Tout amendement adopté par la majorité des États présents et votants à la conférence est soumis pour approbation à l'Assemblée générale des Nations Unies.

2. Ces amendements entrent en vigueur lorsqu'ils ont été approuvés par l'Assemblée générale des Nations Unies et acceptés, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives, par une majorité des deux tiers des États parties au présent Protocole.

3. Lorsque ces amendements entrent en vigueur, ils sont obligatoires pour les États parties qui les ont acceptés, les autres États parties restant liés par les dispositions du présent Protocole et par tout amendement antérieur qu'ils ont accepté.

Article 12

1. Tout État partie peut, à tout moment, dénoncer le présent Protocole par voie de notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. La dénonciation portera effet trois mois après la date à laquelle le Secrétaire général en aura reçu notification.

2. La dénonciation n'entravera pas l'application des dispositions du présent Protocole à toute communication présentée en vertu de l'article 2 avant la date à laquelle la dénonciation prend effet.

Article 13

Indépendamment des notifications prévues au paragraphe 5 de l'article 8 du présent Protocole, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies informera tous les États visés au paragraphe 1 de l'article 48 du Pacte :

a) Des signatures apposées au présent Protocole et des instruments de ratification et d'adhésion déposés conformément à l'article 8;

b) De la date à laquelle le présent Protocole entrera en vigueur conformément à l'article 9 et de la date à laquelle entreront en vigueur les amendements prévus à l'article 11;

c) Des dénonciations faites conformément à l'article 12.

Article 14

1. Le présent Protocole, dont les textes anglais, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé aux archives de l'Organisation des Nations Unies.

2. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies transmettra une copie certifiée conforme du présent Protocole à tous les États visés à l'article 48 du Pacte.

Deuxième protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort

Les États parties au présent Protocole,

Convaincus que l'abolition de la peine de mort contribue à promouvoir la dignité humaine et le développement progressif des droits de l'homme,

Rappelant l'article 3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme adoptée le 10 décembre 1948, ainsi que l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques adopté le 16 décembre 1966,

Notant que l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques se réfère à l'abolition de la peine de mort en des termes qui suggèrent sans ambiguïté que l'abolition de cette peine est souhaitable,

Convaincus que toutes les mesures prises touchant l'abolition de la peine de mort doivent être considérées comme un progrès quant à la jouissance du droit à la vie,

Désireux de prendre, par le présent Protocole, l'engagement international d'abolir la peine de mort,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier

1. Aucune personne relevant de la juridiction d'un État partie au présent Protocole ne sera exécutée.

2. Chaque État partie prendra toutes les mesures voulues pour abolir la peine de mort dans le ressort de sa juridiction.

Article 2

1. Il ne sera admis aucune réserve au présent Protocole, en dehors de la réserve formulée lors de la ratification ou de l'adhésion et prévoyant l'application de la peine de mort en temps de guerre à la suite d'une condamnation pour un crime de caractère militaire, d'une gravité extrême, commis en temps de guerre.

2. L'État partie formulant une telle réserve communiquera au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, lors de la ratification ou de l'adhésion, les dispositions pertinentes de sa législation interne qui s'appliquent en temps de guerre.

3. L'État partie ayant formulé une telle réserve notifiera au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies la proclamation ou la levée de l'état de guerre sur son territoire.

Article 3

Les États parties au présent Protocole feront état, dans les rapports qu'ils présentent au Comité des droits de l'homme en vertu de l'article 40 du Pacte, des mesures qu'ils auront adoptées pour donner effet au présent Protocole.

Article 4

En ce qui concerne les États parties au Pacte qui ont fait la déclaration prévue à l'article 41, la compétence reconnue au Comité des droits de l'homme pour recevoir et examiner des communications dans lesquelles un État partie prétend qu'un autre État partie ne s'acquitte pas de ses obligations s'étend aux dispositions du présent Protocole, à moins que l'État partie en cause n'ait fait une déclaration en sens contraire lors de la ratification ou de l'adhésion.

Article 5

En ce qui concerne les États parties au premier Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques adopté le 16 décembre 1966, la compétence reconnue au Comité des droits de l'homme pour recevoir et examiner des communications émanant de particuliers relevant de leur juridiction s'étend aux dispositions du présent Protocole, à moins que l'État partie en cause n'ait fait une déclaration en sens contraire lors de la ratification ou de l'adhésion.

Article 6

1. Les dispositions du présent Protocole s'appliquent en tant que dispositions additionnelles du Pacte.

2. Sans préjudice de la possibilité de formuler la réserve prévue à l'article 2 du présent Protocole, le droit garanti au paragraphe 1 de l'article premier du présent Protocole ne peut faire l'objet d'aucune des dérogations visées à l'article 4 du Pacte.

Article 7

1. Le présent Protocole est ouvert à la signature de tout État qui a signé le Pacte.

2. Le présent Protocole est soumis à la ratification de tout État qui a ratifié le Pacte ou qui y a adhéré. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

3. Le présent Protocole sera ouvert à l'adhésion de tout État qui a ratifié le Pacte ou qui y a adhéré.

4. L'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

5. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies informera tous les États qui ont signé le présent Protocole ou qui y ont adhéré du dépôt de chaque instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 8

1. Le présent Protocole entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies du dixième instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chacun des États qui ratifieront le présent Protocole ou y adhéreront après le dépôt du dixième instrument de ratification ou d'adhésion, ledit Protocole entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt par cet État de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 9

Les dispositions du présent Protocole s'appliquent, sans limitation ni exception aucune, à toutes les unités constitutives des États fédératifs.

Article 10

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies informera tous les États visés au paragraphe 1 de l'article 48 du Pacte :

a) Des réserves, communications et notifications reçues au titre de l'article 2 du présent Protocole;

b) Des déclarations faites en vertu des articles 4 ou 5 du présent Protocole;

c) Des signatures apposées au présent Protocole et des instruments de ratification et d'adhésion déposés conformément à l'article 7 du présent Protocole;

d) De la date à laquelle le présent Protocole entrera en vigueur conformément à l'article 8 de celui-ci.

Article II

1. Le présent Protocole, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé aux archives de l'Organisation des Nations Unies.

2. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies transmettra une copie certifiée conforme du présent Protocole à tous les États visés à l'article 48 du Pacte.

ΔΙΕΘΝΕΣ ΣΥΜΦΩΝΟ
ΓΙΑ ΤΑ ΑΤΟΜΙΚΑ ΚΑΙ ΠΟΛΙΤΙΚΑ ΔΙΚΑΙΩΜΑΤΑ

ΤΑ ΣΥΜΒΑΛΛΟΜΕΝΑ ΚΡΑΤΗ ΣΤΟ ΠΑΡΟΝ ΣΥΜΦΩΝΟ,

ΛΑΜΒΑΝΟΝΤΑΣ ΥΠΟΨΗ ότι, σύμφωνα με τις αρχές του Χάρτη των Ηνωμένων Εθνών, η αναγνώριση της εγγενούς αξιοπρέπειας και των ίσων και αναφαίρετων δικαιωμάτων όλων των μελών της ανθρώπινης κοινωνίας αποτελεί τη βάση της ελευθερίας, της δικαιοσύνης και της ειρήνης στον κόσμο,

ΑΝΑΓΝΩΡΙΖΟΝΤΑΣ ότι τα δικαιώματα αυτά πηγάζουν από την εγγενή αξιοπρέπεια του ατόμου,

ΑΝΑΓΝΩΡΙΖΟΝΤΑΣ ότι, σύμφωνα με την Οικουμενική Διακήρυξη των Δικαιωμάτων του Ανθρώπου, το ιδεώδες του ελεύθερου ανθρώπου, που απολαμβάνει ατομική και πολιτική ελευθερία και είναι απελευθερωμένος από το φόβο και την αθλιότητα, μπορεί να επιτευχθεί μόνον εάν δημιουργηθούν συνθήκες κάτω από τις οποίες κάθε άνθρωπος θα μπορεί να απολαμβάνει τα ατομικά και πολιτικά του δικαιώματα, καθώς και τα οικονομικά, κοινωνικά και πολιτιστικά του δικαιώματα,

ΛΑΜΒΑΝΟΝΤΑΣ ΥΠΟΨΗ ότι ο Χάρτης των Ηνωμένων Εθνών επιβάλλει στα Κράτη την υποχρέωση να προάγουν τον παγκόσμιο και πραγματικό σεβασμό των δικαιωμάτων και ελευθεριών του ανθρώπου,

ΛΑΜΒΑΝΟΝΤΑΣ ΥΠΟΨΗ ότι το άτομο έχει καθήκοντα απέναντι στα άλλα άτομα και στο κοινωνικό σύνολο στο οποίο ανήκει και ότι έχει υποχρέωση να προσπαθεί να προαγάγει και να σεβασθεί τα δικαιώματα που αναγνωρίζονται στο παρόν Σύμφωνο,

ΣΥΜΦΩΝΟΥΝ ΤΑ ΑΚΟΛΟΥΘΑ:

ΠΡΩΤΟ ΜΕΡΟΣ

Άρθρο 1

1. Όλοι οι λαοί έχουν το δικαίωμα της αυτοδιάθεσης. Σύμφωνα με το δικαίωμα αυτό, καθορίζουν ελεύθερα το πολιτικό καθεστώς τους και εξασφαλίζουν ελεύθερα την οικονομική, κοινωνική και μορφωτική ανάπτυξή τους.

2. Για να επιτύχουν τους σκοπούς τους, όλοι οι λαοί μπορούν να διαθέτουν ελεύθερα τον πλούτο και τους φυσικούς πόρους τους, με την επιφύλαξη των υποχρεώσεων που απορρέουν από τη διεθνή οικονομική συνεργασία, η οποία στηρίζεται στην αρχή του αμοιβαίου συμφέροντος και του διεθνούς δικαίου. Σε καμία περίπτωση δεν μπορεί ένας λαός να στερηθεί τα μέσα επιβίωσής του.

3. Τα Συμβαλλόμενα Κράτη στο Σύμφωνο αυτό, συμπεριλαμβανομένων και των Κρατών τα οποία έχουν την ευθύνη διοίκησης εδαφών που δεν είναι αυτόνομα ή που βρίσκονται υπό καθεστώς κηδεμονίας, έχουν την υποχρέωση να διευκολύνουν την πραγματοποίηση του δικαιώματος των λαών στην αυτοδιάθεση και να σέβονται το δικαίωμα αυτό, σύμφωνα με τις διατάξεις του Χάρτη των Ηνωμένων Εθνών.

ΔΕΥΤΕΡΟ ΜΕΡΟΣ

Άρθρο 2

1. Τα Συμβαλλόμενα Κράτη στο παρόν Σύμφωνο αναλαμβάνουν την υποχρέωση να σέβονται και να εγγυώνται σε όλα τα άτομα που βρίσκονται στην επικράτειά τους και υπάγονται στη δικαιοδοσία τους τα δικαιώματα που αναγνωρίζονται στο παρόν Σύμφωνο, χωρίς καμία διάκριση, ιδίως φυλής, χρώματος, γένους, γλώσσας, θρησκεύματος, πολιτικών ή άλλων πεποιθήσεων, εθνικής ή κοινωνικής προέλευσης, περιουσίας, γέννησης ή κάθε άλλης κατάστασης.

2. Τα Συμβαλλόμενα Κράτη στο παρόν Σύμφωνο αναλαμβάνουν την υποχρέωση να δημιουργήσουν τις απαραίτητες προϋποθέσεις, σύμφωνα με τις συνταγματικές τους διαδικασίες και τις διατάξεις του παρόντος Συμφώνου, που θα επιτρέψουν τη λήψη μέτρων νομοθετικού ή άλλου χαρακτήρα, καταλλήλων για την πραγματοποίηση των δικαιωμάτων που αναγνωρίζονται στο παρόν Σύμφωνο στις περιπτώσεις όπου τέτοιες διατάξεις ή μέτρα δεν έχουν ήδη προβλεφθεί.

3. Τα Συμβαλλόμενα Κράτη στο παρόν Σύμφωνο αναλαμβάνουν την υποχρέωση:

α) να εγγυώνται ότι κάθε άτομο, του οποίου τα δικαιώματα και οι ελευθερίες που αναγνωρίζονται στο παρόν Σύμφωνο παραβιασθούν, θα έχει στη διάθεσή του μία πρόσφορη προσφυγή, ακόμη και εάν η παραβίαση θα έχει διαπραχθεί από πρόσωπα που ενεργούν υπό την επίσημη κρατική ιδιότητά τους·

β) να εγγυώνται ότι η αρμόδια δικαστική, διοικητική, νομοθετική ή οποιαδήποτε άλλη αρμόδια αρχή σύμφωνα με τη νομοθεσία του Κράτους θα αποφαίνεται πράγματι

σχετικά με τα δικαιώματα του προσφεύγοντος και να προωθήσουν τη δυνατότητα δικαστικής προσφυγής·

γ) να εγγυώνται την εκτέλεση, από τις αρμόδιες αρχές, κάθε απόφασης που θα έχει κάνει δεκτή τη σχετική προσφυγή.

Άρθρο 3

Τα Συμβαλλόμενα Κράτη στο παρόν Σύμφωνο αναλαμβάνουν την υποχρέωση να διασφαλίσουν το δικαίωμα ισότητας ανδρών και γυναικών στην απόλαυση όλων των ατομικών και πολιτικών δικαιωμάτων που αναφέρονται στο παρόν Σύμφωνο.

Άρθρο 4

1. Σε περίπτωση εξαιρετικού δημόσιου κινδύνου, ο οποίος απειλεί την ύπαρξη του έθνους και αναγνωρίζεται από επίσημη πολιτειακή πράξη, τα Συμβαλλόμενα Κράτη στο παρόν Σύμφωνο μπορούν να λάβουν, στο βαθμό που οι περιστάσεις το απαιτούν, μέτρα που παρεκκλίνουν των υποχρεώσεων που προβλέπονται στο παρόν Σύμφωνο, υπό την προϋπόθεση ότι τα μέτρα αυτά δεν θα είναι ασυμβίβαστα προς τις άλλες υποχρεώσεις που τους επιβάλλει το διεθνές δίκαιο και δεν θα συνεπάγονται καμία διάκριση που βασίζεται αποκλειστικά στη φυλή, το χρώμα, το γένος, τη γλώσσα, το θρήσκευμα ή την κοινωνική προέλευση.

2. Η προηγούμενη διάταξη δεν επιτρέπει καμία παρέκκλιση από τις διατάξεις των άρθρων 6, 7, 8, (παρ. 1 και 2), 11, 15, 16 και 18.

3. Τα Συμβαλλόμενα Κράτη στο παρόν Σύμφωνο, που κάνουν χρήση του δικαιώματος παρέκκλισης, υποχρεούνται, δια μέσου του Γενικού Γραμματέα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών, να γνωστοποιήσουν ευθύς αμέσως στα άλλα Συμβαλλόμενα Κράτη τις διατάξεις από τις οποίες έχουν παρεκκλίνει, καθώς και τα αίτια που προκάλεσαν αυτή την παρέκκλιση. Νέα γνωστοποίηση θα γίνει με τον ίδιο τρόπο, την ημερομηνία κατά την οποία θα τεθεί τέρμα σε αυτές τις παρεκκλίσεις.

Άρθρο 5

1. Καμία διάταξη του Συμφώνου αυτού δεν μπορεί να ερμηνευθεί κατά τρόπο ώστε να συνεπάγεται οποιοδήποτε δικαίωμα για ένα κράτος, μία ομάδα ή ένα άτομο να επιδοθεί σε δραστηριότητα ή να τελέσει πράξη που να αποβλέπει στην κατάλυση των δικαιωμάτων και ελευθεριών που αναγνωρίζει το Σύμφωνο ή σε περιορισμούς ευρύτερους από αυτούς που προβλέπονται με το παρόν.

2. Είναι απαράδεκτος οποιοσδήποτε περιορισμός ή παρέκκλιση από τα θεμελιώδη δικαιώματα του ανθρώπου που είναι αναγνωρισμένα ή ισχύουν σε οποιοδήποτε Συμβαλλόμενο Κράτος στο παρόν Σύμφωνο σε εφαρμογή νόμων, συμβάσεων, κανονισμών ή εθίμων, με επίκληση ότι το παρόν Σύμφωνο δεν αναγνωρίζει τέτοια δικαιώματα ή τα αναγνωρίζει σε μικρότερο βαθμό.

ΤΡΙΤΟ ΜΕΡΟΣ

Άρθρο 6

1. Το δικαίωμα στη ζωή είναι εγγενές στον άνθρωπο. Το δικαίωμα αυτό πρέπει να προστατεύεται από το νόμο. Από κανένα δεν μπορεί να αφαιρεθεί αυθαίρετα η ζωή.

2. Στις χώρες που δεν έχουν καταργήσει την ποινή του θανάτου, η καταδίκη σε θάνατο δεν μπορεί να επιβληθεί παρά μόνο για τα πιο σοβαρά εγκλήματα, σύμφωνα με την ισχύουσα νομοθεσία τη στιγμή που το έγκλημα τελέσθηκε, η οποία δεν πρέπει να είναι αντίθετη με τις διατάξεις του παρόντος Συμφώνου ούτε με τη Σύμβαση για την πρόληψη και τιμωρία του εγκλήματος της γενοκτονίας. Η ποινή αυτή δεν μπορεί να εκτελεστεί παρά μόνο δυνάμει τελεσίδικης απόφασης που εκδόθηκε από αρμόδιο δικαστήριο.

3. Όταν η αφαίρεση της ζωής αποτελεί το έγκλημα της γενοκτονίας, είναι αυτονόητο ότι τίποτα στο παρόν άρθρο δεν επιτρέπει σε κανένα Συμβαλλόμενο Κράτος στο παρόν Σύμφωνο να παρεκκλίνει καθ' οιονδήποτε τρόπο από οποιαδήποτε υποχρέωση που έχει αναλάβει βάσει των διατάξεων της Σύμβασης για την πρόληψη και τιμωρία του εγκλήματος της γενοκτονίας.

4. Οποιοδήποτε πρόσωπο που καταδικάζεται σε θάνατο έχει το δικαίωμα να υποβάλει αίτηση χάριτος ή μετατροπής της ποινής. Σε όλες τις περιπτώσεις μπορεί να χορηγείται αμνηστία, χάρις ή μετατροπή της ποινής του θανάτου.

5. Η θανατική ποινή δεν επιβάλλεται για εγκλήματα που διαπράχθηκαν από πρόσωπα κάτω των δεκαοκτώ ετών και δεν εκτελείται όσον αφορά τις εγκύους.

6. Καμιά διάταξη του παρόντος άρθρου δεν μπορεί να γίνει αντικείμενο επίκλησης προκειμένου να καθυστερήσει ή να εμποδιστεί η κατάργηση της θανατικής ποινής από ένα Συμβαλλόμενο Κράτος στο παρόν Σύμφωνο.

Άρθρο 7

Κανείς δεν υποβάλλεται σε βασανιστήρια ούτε σε ποινές ή μεταχειρίσεις σκληρές, απάνθρωπες ή εξευτελιστικές. Ειδικότερα, απαγορεύεται η υποβολή προσώπου, χωρίς την ελεύθερη συγκατάθεσή του σε ιατρικό ή επιστημονικό πείραμα.

Άρθρο 8

1. Κανείς δεν υπόκειται σε δουλεία. Η δουλεία και το δουλεμπόριο σε όλες τις μορφές του απαγορεύονται.

2. Κανείς δεν κρατείται σε υποτέλεια.

3. α) Κανείς δεν πιέζεται να εκτελέσει αναγκαστική ή υποχρεωτική εργασία·

β) Το εδάφιο (α) δεν μπορεί να ερμηνευθεί έτσι ώστε να απαγορεύει στις χώρες, όπου ορισμένα εγκλήματα μπορούν να τιμωρηθούν με φυλάκιση συνοδευόμενη από καταναγκαστικά έργα, την εκτέλεση ποινής κατα-

ναγκαστικών έργων που επιβλήθηκε από αρμόδιο δικαστήριο·

γ) Για τους σκοπούς αυτής της παραγράφου, ο όρος "καταναγκαστική ή υποχρεωτική εργασία" δεν περιλαμβάνει:

i. Οποιαδήποτε εργασία ή υπηρεσία, που δεν αναφέρεται στο εδάφιο (β), η οποία απαιτείται από όσα πρόσωπα κρατούνται με βάση νόμιμη απόφαση δικαστηρίου ή όσα πρόσωπα έχουν αποφυλακιστεί υπό όρους·

ii. Οποιαδήποτε θητεία στρατιωτικού χαρακτήρα και, στις χώρες όπου αναγνωρίζονται οι αντιρρησίες συνείδησης, οποιαδήποτε εθνική υπηρεσία που προβλέπει ο νόμος για τους αντιρρησίες συνείδησης·

iii. Οποιαδήποτε υπηρεσία που απαιτείται σε περίπτωση έκτακτης ανάγκης ή καταστροφής που απειλούν τη ζωή ή την ευημερία της κοινότητας·

iv. Οποιαδήποτε εργασία ή υπηρεσία που αποτελεί μέρος των συνήθων υποχρεώσεων του πολίτη.

Άρθρο 9

1. Κάθε άτομο έχει δικαίωμα στην ελευθερία και την ασφάλεια του προσώπου του. Κανείς δεν υποβάλλεται σε αυθαίρετη σύλληψη ή κράτηση. Κανείς δεν στερείται την ελευθερία του, παρά μόνο στις περιπτώσεις και σύμφωνα με τη διαδικασία που προβλέπει ο νόμος.

2. Οποιοσδήποτε συλλαμβάνεται, πληροφορείται, τη στιγμή της σύλληψής του, τους λόγους της σύλληψης και ενημερώνεται αμέσως για οποιεσδήποτε κατηγορίες εναντίον του.

3. Κάθε πρόσωπο που συλλαμβάνεται ή κρατείται για ποινικό αδίκημα, οδηγείται μέσα στην πιο σύντομη προθεσμία, ενώπιον δικαστή ή άλλης αρχής εξουσιοδοτημένης από το νόμο να ασκεί δικαστική εξουσία, πρέπει δε να δικαστεί σε εύλογο χρονικό διάστημα ή να αποφυλακισθεί. Η προφυλάκιση των υποδίκων δεν πρέπει να αποτελεί τον κανόνα, αλλά η αποφυλάκισή τους μπορεί να υποβληθεί σε εγγυήσεις εμφάνισής τους στη δίκη, σε οποιοδήποτε άλλο στάδιο της διαδικασίας και, ενδεχομένως για την εκτέλεση της απόφασης.

4. Οποιοσδήποτε στερείται της ελευθερίας του λόγω σύλληψης ή κράτησης έχει δικαίωμα να προσφύγει ενώπιον δικαστηρίου, προκειμένου αυτό να αποφασίσει χωρίς καθυστέρηση για τη νομιμότητα της κράτησής του και να διατάξει την αποφυλάκισή του εάν η κράτηση είναι παράνομη.

5. Κάθε πρόσωπο, θύμα παράνομης σύλληψης ή κράτησης, έχει δικαίωμα αποζημίωσης.

Άρθρο 10

1. Κάθε πρόσωπο που στερείται της ελευθερίας του αντιμετωπίζεται με ανθρωπισμό και σεβασμό της εγγενούς ανθρώπινης αξιοπρέπειας.

2. α) Οι κατηγορούμενοι, εκτός από εξαιρετικές περιπτώσεις, διαχωρίζονται από τους καταδίκους και υπόκεινται σε διαφορετική αντιμετώπιση, όπως αρμόζει στο καθεστώς τους ως υποδίκων·

β) Οι ανήλικοι κατηγορούμενοι διαχωρίζονται από τους ενηλίκους και η περίπτωσή τους κρίνεται το συντομότερο δυνατόν.

3. Το σωφρονιστικό σύστημα προβλέπει μεταχείριση των κρατουμένων, ουσιαστικός σκοπός της οποίας είναι η βελτίωση και η κοινωνική επανένταξή τους. Οι ανήλικοι παραβάτες διαχωρίζονται από τους ενηλίκους και τυγχάνουν αντιμετώπισης ανάλογης προς την ηλικία και τη νομική τους θέση.

Άρθρο 11

Κανείς δεν φυλακίζεται αποκλειστικά λόγω της αδυναμίας του να εκπληρώσει συμβατική υποχρέωση.

Άρθρο 12

1. Οποιοσδήποτε βρίσκεται νόμιμα στο έδαφος ενός Κράτους έχει δικαίωμα ελεύθερης μετακίνησης και ελεύθερης επιλογής κατοικίας στο έδαφος αυτού του Κράτους.

2. Καθένας είναι ελεύθερος να εγκαταλείψει οποιαδήποτε χώρα, συμπεριλαμβανομένης και της δικής του.

3. Τα ανωτέρω αναφερόμενα δικαιώματα δεν υπόκεινται σε περιορισμούς, με την εξαίρεση όσων περιορισμών προβλέπει ο νόμος και οι οποίοι είναι απαραίτητοι για την προστασία της εθνικής ασφάλειας, της δημόσιας τάξης, της δημόσιας υγείας, των χρηστών ηθών ή των δικαιωμάτων και των ελευθεριών των άλλων, και σύμφωνοι με τα άλλα δικαιώματα που αναγνωρίζονται στο παρόν Σύμφωνο.

4. Κανείς δεν στερείται αυθαίρετα του δικαιώματος εισόδου στη χώρα του.

Άρθρο 13

Αλλοδαπός που βρίσκεται νόμιμα στο έδαφος ενός Συμβαλλόμενου Κράτους στο παρόν Σύμφωνο δεν μπορεί να απελαθεί παρά μόνο σε εκτέλεση απόφασης που εκδόθηκε σύμφωνα με το νόμο. Ο αλλοδαπός πρέπει να έχει τη δυνατότητα να επικαλεσθεί τους λόγους που συνηγορούν κατά της απέλασής του, και να ζητήσει την επανεξέταση της περίπτωσής του από την αρμόδια αρχή ή από ένα ή περισσότερα πρόσωπα ειδικά εξουσιοδοτημένα από την αρχή αυτή, καθώς και να εκπροσωπηθεί για το σκοπό αυτόν, εκτός εάν επιτακτικοί λόγοι εθνικής ασφάλειας επιβάλλουν το αντίθετο.

Άρθρο 14

1. Όλοι είναι ίσοι ενώπιον των δικαστηρίων. Κάθε πρόσωπο έχει το δικαίωμα η υπόθεσή του να δικαστεί δίκαια και δημόσια από αρμόδιο, ανεξάρτητο και αμερόληπτο δικαστήριο, που έχει συσταθεί με νόμο, το οποίο θα αποφασίσει για το βάσιμο κάθε κατηγορίας σχετικά με ποινικό αδίκημα, η οποία έχει απαγγελθεί εναντίον του, καθώς και για αμφισβητήσεις δικαιωμάτων και υποχρεώσεων αστικού χαρακτήρα. Η διεξαγωγή δίκης κεκλεισμένων των θυρών μπορεί να αποφασισθεί για το σύνολο ή μέρος της, είτε για την προστασία των χρηστών ηθών, της δημόσιας τάξης ή της εθνικής ασφάλειας σε μια δημοκρατική κοινωνία είτε όταν αυτό απαιτεί η προστασία της ιδιωτικής ζωής των διαδίκων είτε ακόμη στο μέτρο που το δικαστήριο κρίνει ότι κάτι τέτοιο είναι απολύτως απαραίτητο δεδομένου ότι, λόγω

ειδικών συνθηκών της υπόθεσης η δημοσιότητα θα ζημίωνε την ορθή απονομή της δικαιοσύνης. Ωστόσο, οποιαδήποτε απόφαση που εκδίδεται σε ποινική υπόθεση ή αστική διαφορά, δημοσιοποιείται, εκτός εάν το συμφέρον των ανηλίκων απαιτεί το αντίθετο ή εάν η δίκη αφορά διαφορές συζύγων ή γονική μέριμνα ή επιτροπεία ανηλίκων.

2. Κάθε πρόσωπο που κατηγορείται για ποινικό αδίκημα τεκμαίρεται ότι είναι αθώο εωσότου η ενοχή του αποδειχθεί σύμφωνα με το νόμο.

3. Κάθε πρόσωπο που κατηγορείται για ποινικό αδίκημα απολαύει, σε πλήρη ισότητα τις ακόλουθες τουλάχιστον εγγυήσεις:

α) να πληροφορηθεί το συντομότερο δυνατό σε γλώσσα που κατανοεί και λεπτομερώς, τη φύση και τους λόγους της κατηγορίας εναντίον του·

β) να διαθέτει επαρκή χρόνο και ευκολίες για την προετοιμασία της υπεράσπισής του και για την επικοινωνία με το δικηγόρο της επιλογής του·

γ) να δικασθεί χωρίς αδικαιολόγητη καθυστέρηση·

δ) να παρίσταται στη δίκη και να υπερασπισθεί τον εαυτό του αυτοπροσώπως ή με τη βοήθεια του συνηγόρου της επιλογής του. Εάν δεν έχει συνήγορο, να ενημερωθεί για το δικαίωμά του αυτό και να διορισθεί συνήγορος αυτεπαγγέλτως σε κάθε περίπτωση που αυτό απαιτείται για το συμφέρον της δικαιοσύνης, χωρίς ο κατηγορούμενος να βαρύνεται με την αμοιβή του, εάν δεν έχει την οικονομική δυνατότητα να τον πληρώσει·

ε) να εξετάσει ή να ζητήσει την εξέταση των μαρτύρων κατηγορίας και να εξασφαλίσει την παρουσία και την εξέταση των μαρτύρων υπεράσπισης με τους ίδιους όρους που ισχύουν για τους μάρτυρες κατηγορίας·

στ) να έχει την ελεύθερη συνδρομή μεταφραστή, εάν δεν μιλάει ή δεν καταλαβαίνει τη γλώσσα που χρησιμοποιείται στο ακροατήριο·

ζ) να μην εξαναγκάζεται να καταθέσει εναντίον του εαυτού του ή να ομολογήσει την ενοχή του.

4. Για τον καθορισμό της διαδικασίας που εφαρμόζεται στους νέους ανθρώπους που δεν είναι ακόμη ενήλικες από τη σκοπιά του ποινικού νόμου λαμβάνεται υπόψη η ηλικία τους και το συμφέρον που παρουσιάζει η αναμόρφωσή τους.

5. Κάθε πρόσωπο που κρίνεται ένοχο για παράβαση έχει δικαίωμα, η απόφαση περί της ενοχής και της καταδίκης του να εξετασθεί από ανώτερο δικαστήριο, σύμφωνα με το νόμο.

6. Εάν μια οριστική ποινική καταδίκη ακυρωθεί από ανώτερο δικαστήριο ή αν δοθεί χάρις διότι προέκυψε ένα νέο ή πρόσφατα αποκαλυφθέν γεγονός που αποδεικνύει την ύπαρξη δικαστικής πλάνης, το πρόσωπο στο οποίο επιβλήθηκε ποινή εξαιτίας αυτής της καταδίκης αποζημιώνεται σύμφωνα με το νόμο, εκτός εάν αποδειχθεί ότι ευθύνεται το ίδιο εξ ολοκλήρου ή εν μέρει, για τη μη έγκαιρη αποκάλυψη του αγνώστου στοιχείου.

7. Κανείς δεν δικάζεται ούτε τιμωρείται για ένα αδίκημα για το οποίο έχει ήδη απαλλαγεί ή καταδικαστεί με οριστική απόφαση που εκδόθηκε σύμφωνα με το δίκαιο και την ποινική δικονομία κάθε χώρας.

Άρθρο 15

1. Κανείς δεν καταδικάζεται για πράξεις ή παραλείψεις, οι οποίες δεν ήταν αξιόποινες κατά το εσωτερικό ή το διεθνές δίκαιο τη στιγμή της διάπραξής τους. Επίσης δεν επιβάλλεται βαρύτερη ποινή από εκείνην που προβλεπόταν κατά τη χρονική στιγμή της διάπραξης του ποινικού αδικήματος. Εάν, μετά τη διάπραξή του ο νόμος προβλέπει την επιβολή ελαφρύτερης ποινής, ο δράστης επωφελείται από αυτήν.

2. Τίποτα στο παρόν άρθρο δεν εμποδίζει τη διεξαγωγή δίκης και την καταδίκη οποιουδήποτε προσώπου λόγω πράξεων ή παραλείψεων, οι οποίες, κατά το χρόνο της τέλεσής τους ήταν εγκληματικές σύμφωνα με τις γενικές αρχές του δικαίου που αναγνωρίζονται από τη διεθνή κοινωνία.

Άρθρο 16

Κάθε πρόσωπο έχει οπουδήποτε το δικαίωμα αναγνώρισης της νομικής προσωπικότητάς του.

Άρθρο 17

1. Κανείς δεν υπόκειται σε αυθαίρετες ή παράνομες παρενοχλήσεις της ιδιωτικής του ζωής, της οικογένειας, της κατοικίας ή της αλληλογραφίας του, ούτε σε παράνομες προσβολές της τιμής και της υπόληψής του.

2. Κάθε πρόσωπο έχει δικαίωμα προστασίας από το νόμο έναντι τέτοιων παρενοχλήσεων ή προσβολών.

Άρθρο 18

1. Κάθε πρόσωπο έχει δικαίωμα στην ελευθερία σκέψης, συνείδησης και θρησκείας. Αυτό το δικαίωμα περιλαμβάνει την ελευθερία να έχει ή να υιοθετεί κανείς τη θρησκεία ή την πεποίθηση της επιλογής του, καθώς και την ελευθερία να εκδηλώνει τη θρησκεία ή την πεποίθησή του, ατομικά ή από κοινού με άλλους μέσω της λατρείας, πράξεων ιεροτελεστίας, πρακτικής και διδασκαλίας.

2. Κανείς δεν υπόκειται σε καταναγκασμό, που θα μπορούσε να παρεμποδίσει την ελευθερία του να έχει ή να υιοθετήσει τη θρησκεία ή τις πεποιθήσεις της επιλογής του.

3. Η ελευθερία εκδήλωσης της θρησκείας ή των πεποιθήσεων δεν μπορεί να υπόκειται παρά μόνο σε όσους περιορισμούς ορίζει ο νόμος και είναι απαραίτητοι για την προστασία της δημόσιας ασφάλειας, τάξης και υγείας ή της ηθικής ή των θεμελιωδών δικαιωμάτων και ελευθεριών των άλλων.

4. Τα Συμβαλλόμενα Κράτη στο παρόν Σύμφωνο αναλαμβάνουν την υποχρέωση να σέβονται την ελευθερία των γονέων ή των νόμιμων κηδεμόνων, να φροντίζουν για τη θρησκευτική και ηθική αγωγή των παιδιών τους σύμφωνα με τις πεποιθήσεις τους.

Άρθρο 19

1. Κανείς δεν πρέπει να υπόκειται σε διακριτική μεταχείριση και να παρενοχλείται για τις απόψεις του.

2. Κάθε πρόσωπο έχει δικαίωμα στην ελευθερία της έκφρασης. Το δικαίωμα αυτό περιλαμβάνει την ελευθερία της αναζήτησης, της λήψης και της μετάδοσης πληροφοριών και απόψεων κάθε είδους, ανεξαρτήτως συνόρων, προφορικά, γραπτά, σε έντυπα, σε κάθε μορφή τέχνης ή με κάθε άλλο μέσο της επιλογής του.

3. Η άσκηση των δικαιωμάτων, που προβλέπονται στην παράγραφο 2 του άρθρου αυτού, συνεπάγεται ειδικά καθήκοντα και ευθύνες. Μπορεί, επομένως, να υπόκειται σε ορισμένους περιορισμούς, οι οποίοι όμως πρέπει να προβλέπονται με σαφήνεια από το νόμο και να είναι απαραίτητοι:

α. Για το σεβασμό των δικαιωμάτων ή της υπόληψης των άλλων·

β. Για την προστασία της εθνικής ασφάλειας, της δημόσιας τάξης, της δημόσιας υγείας ή των χρηστών ηθών.

Άρθρο 20

1. Κάθε προπαγάνδα υπέρ του πολέμου απαγορεύεται από το νόμο.

2. Κάθε επίκληση εθνικού, φυλετικού ή θρησκευτικού μίσους, που αποτελεί υποκίνηση διακρίσεων, εχθρότητας ή βίας απαγορεύεται από το νόμο.

Άρθρο 21

Αναγνωρίζεται το δικαίωμα ειρηνικής συνάθροισης. Η άσκηση του δικαιώματος αυτού δεν υπόκειται σε περιορισμούς άλλους εκτός από εκείνους που επιβάλλονται σύμφωνα με το νόμο και είναι απαραίτητοι σε μία δημοκρατική κοινωνία για το συμφέρον της εθνικής ασφάλειας, της δημόσιας ασφάλειας, της δημόσιας τάξης ή για την προστασία της δημόσιας υγείας, των χρηστών ηθών ή των δικαιωμάτων και ελευθεριών των άλλων.

Άρθρο 22

1. Κάθε πρόσωπο έχει το δικαίωμα στην ελευθερία του συνεταιρίζεσθαι, συμπεριλαμβανομένου του δικαιώματος σύστασης συνδικαλιστικών οργανώσεων και συμμετοχής του σε αυτές για την προστασία των συμφερόντων του.

2. Η άσκηση του δικαιώματος αυτού δεν υπόκειται σε περιορισμούς άλλους εκτός από εκείνους που προβλέπονται από το νόμο και είναι απαραίτητοι σε μία δημοκρατική κοινωνία για το συμφέρον της εθνικής ασφάλειας, της δημόσιας ασφάλειας, της δημόσιας τάξης ή για την προστασία της δημόσιας υγείας, των χρηστών ηθών ή των δικαιωμάτων και ελευθεριών των άλλων. Το παρόν άρθρο δεν εμποδίζει την επιβολή νόμιμων περιορισμών στην άσκηση αυτού του δικαιώματος στα μέλη των ενόπλων δυνάμεων και της αστυνομίας.

3. Καμία διάταξη αυτού του άρθρου δεν επιτρέπει στα Συμβαλλόμενα Κράτη στη Σύμβαση του 1948 της Διεθνούς Οργάνωσης Εργασίας σχετικά με τη συνδικαλιστική ελευθερία και την προστασία του συνδικαλιστικού δικαιώματος να λαμβάνουν νομοθετικά μέτρα τα οποία θα αντιστρατεύονταν - ή να εφαρμόζουν το νόμο κατά τρόπο που θα παραβίαζε - εγγυήσεις που παρέχονται από την παραπάνω Σύμβαση.

Άρθρο 23

1. Η οικογένεια είναι φυσικό και θεμελιώδες στοιχείο της κοινωνίας, τα μέλη της δεν απολαύουν την προστασία της κοινωνίας και του Κράτους.

2. Αναγνωρίζεται το δικαίωμα ανδρών και γυναικών σε ηλικία γάμου να παντρεύονται και να δημιουργούν οικογένεια.

3. Κανένας γάμος δεν μπορεί να πραγματοποιηθεί χωρίς την ελεύθερη και πλήρη συναίνεση των μελλοντικών συζύγων.

4. Τα Συμβαλλόμενα Κράτη στο παρόν Σύμφωνο λαμβάνουν τα απαραίτητα μέτρα για την εξασφάλιση της ισότητας των δικαιωμάτων και των ευθυνών των συζύγων σε σχέση με το γάμο, κατά τον έγγαμο βίο και κατά τη λύση του γάμου. Σε περίπτωση λύσης του γάμου, λαμβάνονται μέτρα για την εξασφάλιση της απαραίτητης προστασίας των παιδιών.

Άρθρο 24

1. Κάθε παιδί, χωρίς διάκριση λόγω φυλής, χρώματος, γένους, γλώσσας, θρησκείας, εθνικής ή κοινωνικής προέλευσης, περιουσίας ή γέννησης, έχει δικαίωμα, έναντι της οικογένειάς του, της κοινωνίας και του Κράτους στα μέτρα προστασίας που απαιτεί η θέση του ως ανηλίκου.

2. Κάθε παιδί πρέπει να εγγράφεται αμέσως μετά τη γέννησή του στο Ληξιαρχείο και να αποκτά όνομα.

3. Κάθε παιδί έχει δικαίωμα να αποκτά ιθαγένεια.

Άρθρο 25

1. Κάθε πολίτης έχει το δικαίωμα και τη δυνατότητα χωρίς καμία διάκριση από εκείνες που αναφέρονται στο άρθρο 2 και χωρίς υπέρμετρους περιορισμούς:

α. να συμμετέχει στη άσκηση δημόσιας εξουσίας είτε άμεσα είτε δια μέσου ελεύθερα επιλεγμένων εκπροσώπων

β. να εκλεγεί και να εκλέγεται, κατά τη διάρκεια εκλογών περιοδικών, τίμιων, με καθολική, ίση και μυστική ψηφοφορία, που εξασφαλίζουν την ελεύθερη έκφραση της βούλησης των ψηφοφόρων

γ. να έχει πρόσβαση, υπό γενικούς όρους ισότητας, στα δημόσια αξιώματα της χώρας του.

Άρθρο 26

Όλα τα πρόσωπα είναι ίσα ενώπιον του νόμου και έχουν δικαίωμα, χωρίς καμία διάκριση, σε ίση προστασία του νόμου. Ως προς αυτό το ζήτημα, ο νόμος πρέπει να απαγορεύει κάθε διάκριση και να εγγυάται σε όλα τα πρόσωπα ίση και αποτελεσματική προστασία έναντι κάθε διάκρισης, ιδίως λόγω φυλής, χρώματος, γένους, γλώσσας, θρησκείας, πολιτικών ή άλλων πεποιθήσεων, εθνικής ή κοινωνικής προέλευσης, περιουσίας, γέννησης ή άλλης κατάστασης.

Άρθρο 27

Στα Κράτη όπου υπάρχουν εθνοτικές, θρησκευτικές ή γλωσσικές μειονότητες, τα πρόσωπα που ανήκουν σε αυτές δεν μπορούν να στερηθούν του δικαιώματος να έχουν, από κοινού με τα άλλα μέρη της ομάδας τους, τη δική τους πολιτιστική ζωή, να εκδηλώνουν και να ασκούν τη δική τους θρησκεία ή να χρησιμοποιούν τη δική τους γλώσσα.

ΤΕΤΑΡΤΟ ΜΕΡΟΣ

Άρθρο 28

1. Συνιστάται Επιτροπή δικαιωμάτων του ανθρώπου (η οποία καλείται εφεξής "η Επιτροπή"). Η Επιτροπή αποτελείται από δεκαοκτώ μέλη και ασκεί τα καθήκοντα που καθορίζονται παρακάτω.

2. Η Επιτροπή αποτελείται από πολίτες των Συμβαλλόμενων Κρατών στο παρόν Σύμφωνο που πρέπει να είναι πρόσωπα υψηλής ηθικής και να έχουν αναγνωρισμένη ενασχόληση στον τομέα των δικαιωμάτων του ανθρώπου. Κατά την επιλογή τους λαμβάνεται υπόψη η χρησιμότητα συμμετοχής στις εργασίες της Επιτροπής ορισμένων προσώπων που διαθέτουν νομική εμπειρία.

3. Τα μέλη της Επιτροπής είναι αιρετά και συμμετέχουν στις εργασίες της με την ατομική τους ιδιότητα.

Άρθρο 29

1. Τα μέλη της Επιτροπής εκλέγονται με μυστική ψηφοφορία από έναν κατάλογο προσώπων τα οποία πληρούν τις προϋποθέσεις που ορίζονται στο άρθρο 28 και προτείνονται για το σκοπό αυτόν από τα Συμβαλλόμενα Κράτη στο παρόν Σύμφωνο.

2. Κάθε Συμβαλλόμενο Κράτος στο παρόν Σύμφωνο μπορεί να προτείνει έως δύο υποψηφίους. Τα πρόσωπα αυτά πρέπει να έχουν την ιθαγένεια του Κράτους που τα προτείνει.

3. Το ίδιο πρόσωπο μπορεί να προταθεί εκ νέου.

Άρθρο 30

1. Οι πρώτες εκλογές θα πραγματοποιηθούν το αργότερο μέσα σε έξι (6) μήνες από την ημερομηνία κατά την οποία θα τεθεί σε ισχύ το παρόν Σύμφωνο.

2. Τέσσερις (4) τουλάχιστον μήνες πριν από τις εκλογές στην Επιτροπή, με εξαίρεση την εκλογή που πραγματοποιείται για την πλήρωση κενής θέσης κατά το άρθρο 34, ο Γενικός Γραμματέας του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών απευθύνει έγγραφη πρόσκληση στα Συμβαλλόμενα Κράτη στο παρόν Σύμφωνο να ορίσουν, εντός τριών (3) μηνών, τους υποψηφίους που προτείνουν ως μέλη της Επιτροπής.

3. Ο Γενικός Γραμματέας του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών συντάσσει αλφαβητικό πίνακα όλων όσων έχουν προταθεί κατά τον τρόπο αυτόν, σημειώνοντας τα Συμβαλλόμενα Κράτη που τους υπέδειξαν, και τον κοινοποιεί στα Συμβαλλόμενα Κράτη στο παρόν Σύμφωνο το αργότερο ένα (1) μήνα πριν από την ημερομηνία εκλογής.

4. Τα μέλη της Επιτροπής εκλέγονται κατά τη διάρκεια συνεδρίασης των Συμβαλλόμενων Κρατών στον παρόν Σύμφωνο, η οποία συγκαλείται από το Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών στην Έδρα του Οργανισμού. Στη συνεδρίαση αυτή, για την απαρτία της οποίας απαιτούνται τα δύο τρίτα των Συμβαλλόμενων Κρατών στο παρόν Σύμφωνο, εκλέγονται ως μέλη της Επιτροπής οι υποψήφιοι που συγκεντρώνουν το μεγαλύτερο αριθμό ψήφων και την απόλυτη πλειοψηφία των ψήφων των αντιπροσώπων των Συμβαλλόμενων Κρατών που παρίστανται και ψηφίζουν.

Άρθρο 31

1. Στην Επιτροπή δεν μπορεί να συμμετέχει πάνω από ένας πολίτης του ίδιου Κράτους.

2. Κατά την εκλογή των μελών της Επιτροπής, λαμβάνεται υπόψη η δίκαιη γεωγραφική κατανομή και η αντιπροσώπευση των διαφόρων μορφών πολιτισμών και των σημαντικότερων συστημάτων δικαίου.

Άρθρο 32

1. Τα μέλη της Επιτροπής εκλέγονται για τέσσερα (4) χρόνια, έχουν δε δικαίωμα επανεκλογής εάν προταθούν εκ νέου ως υποψήφιοι. Ωστόσο, η θητεία εννέα από τα μέλη που θα εκλεγούν κατά την πρώτη εκλογή λήγει μετά από δύο (2) έτη. Αμέσως μετά την πρώτη εκλογή, τα ονόματα αυτών των εννέα μελών επιλέγονται με κλήρο από τον Πρόεδρο της συνεδρίασης που αναφέρεται στην παράγραφο 4 του άρθρου 30.

2. Οι εκλογές κατά τη λήξη της θητείας πραγματοποιούνται σύμφωνα με τις διατάξεις των προηγούμενων άρθρων αυτού του μέρους του Συμφώνου.

Άρθρο 33

1. Εάν, κατά την ομόφωνη κρίση των άλλων μελών, ένα μέλος της Επιτροπής έχει παύσει να ασκεί τα καθήκοντά του για οποιονδήποτε λόγο, εκτός από προσωρινή απουσία, ο Πρόεδρος της Επιτροπής ενημερώνει το Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών, ο οποίος κηρύσσει κενή τη θέση που κατείχε αυτό το μέλος.

2. Σε περίπτωση θανάτου ή παραίτησης μέλους της Επιτροπής, ο Πρόεδρος ενημερώνει αμέσως το Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών, ο οποίος κηρύσσει κενή τη θέση από την ημέρα του θανάτου ή από την ημέρα που ισχύει η παραίτηση.

Άρθρο 34

1. Όταν μία θέση κηρύσσεται κενή σύμφωνα με το άρθρο 33 και εφόσον η θητεία του μέλους που πρέπει να αντικατασταθεί δεν λήγει εντός των επόμενων έξι (6) μηνών από την ημερομηνία κήρυξης της θέσης ως κενής, ο Γενικός Γραμματέας του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών ειδοποιεί τα Συμβαλλόμενα Κράτη στο παρόν Σύμφωνο, τα οποία μπορούν, εντός δύο (2) μηνών, να ορίσουν υποψηφίους, σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 29, προς πλήρωση της κενής θέσης.

2. Ο Γενικός Γραμματέας του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών συντάσσει αλφαβητικό πίνακα όσων έχουν προ-

ταθεί κατά τον τρόπο αυτόν, τον κοινοποιεί δε στα Συμβαλλόμενα Κράτη στο παρόν Σύμφωνο. Η εκλογή για την πλήρωση της κενής θέσης πραγματοποιείται στη συνέχεια σύμφωνα με τις σχετικές διατάξεις του παρόντος μέρους του Συμφώνου.

3. Κάθε μέλος της Επιτροπής που εκλέγεται στην κενή θέση σύμφωνα με το άρθρο 33 μετέχει στην Επιτροπή έως την κανονική ημερομηνία λήξης της θητείας του μέλους του οποίου η θέση κενώθηκε σύμφωνα με τις διατάξεις του ανωτέρω άρθρου.

Άρθρο 35

Τα μέλη της Επιτροπής, με την έγκριση της Γενικής Συνέλευσης των Ηνωμένων Εθνών, εισπράττουν αποζημίωση από τον προϋπολογισμό των Ηνωμένων Εθνών υπό τους όρους που θα καθορίσει η Γενική Συνέλευση, λαμβάνοντας υπόψη τη σπουδαιότητα των καθηκόντων της Επιτροπής.

Άρθρο 36

Ο Γενικός Γραμματέας του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών θέτει στη διάθεση της Επιτροπής το προσωπικό και τα μέσα που είναι απαραίτητα για την αποτελεσματική εκτέλεση των καθηκόντων που της έχουν ανατεθεί με το παρόν Σύμφωνο.

Άρθρο 37

1. Ο Γενικός Γραμματέας του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών συγκαλεί τα μέλη της Επιτροπής, για την εναρκτήρια συνεδρίαση, στην Έδρα του Οργανισμού.

2. Μετά την εναρκτήρια συνεδρίασή της, η Επιτροπή συνέρχεται όπως προβλέπεται από τον εσωτερικό της Κανονισμό.

3. Οι συνεδριάσεις της Επιτροπής πραγματοποιούνται κατά κανόνα στην Έδρα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών ή στο Γραφείο των Ηνωμένων Εθνών στη Γενεύη.

Άρθρο 38

Κάθε μέλος της Επιτροπής, πριν την ανάληψη των καθηκόντων του, αναλαμβάνει επίσημη δέσμευση σε δημόσια συνεδρίαση ότι θα εκτελεί τα καθήκοντά του με πλήρη αμεροληψία και ευσυνειδησία.

Άρθρο 39

1. Η Επιτροπή εκλέγει το προεδρείο της για περίοδο δύο (2) ετών. Τα μέλη του προεδρείου είναι επανεκλόγιμα.

2. Η Επιτροπή συντάσσει η ίδια τον εσωτερικό της κανονισμό. Ωστόσο, ο κανονισμός αυτός πρέπει να προβλέπει, μεταξύ άλλων, τις ακόλουθες διατάξεις:

α. Για την απαρτία απαιτείται παρουσία δώδεκα μελών·

β. Οι αποφάσεις της Επιτροπής λαμβάνονται από την πλειοψηφία των παρόντων μελών.

Άρθρο 40

1. Τα Συμβαλλόμενα Κράτη στο παρόν Σύμφωνο δεσμεύονται να υποβάλλουν εκθέσεις, σχετικά με τα μέτρα που θα έχουν υιοθετήσει για την πραγμάτωση των δικαιωμάτων που αναγνωρίζονται στο παρόν Σύμφωνο, καθώς και για την πρόοδο που θα έχει σημειωθεί στην απόλαυση αυτών των δικαιωμάτων:

α. Εντός έτους από την έναρξη ισχύος του παρόντος Συμφώνου για το συγκεκριμένο νέο Συμβαλλόμενο Κράτος·

β. Στη συνέχεια, κάθε φορά που θα το ζητήσει η Επιτροπή.

2. Όλες οι εκθέσεις υποβάλλονται στο Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών, ο οποίος τις διαβιβάζει στην Επιτροπή προς εξέταση. Οι εκθέσεις πρέπει να αναφέρουν τους παράγοντες και τις δυσκολίες, εάν υπάρχουν, που επηρεάζουν την εφαρμογή των διατάξεων του παρόντος Συμφώνου.

3. Ο Γενικός Γραμματέας του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών, μετά από συνεννόηση με την Επιτροπή, μπορεί να διαβιβάζει στους ενδιαφερόμενους ειδικευμένους οργανισμούς αντίγραφα όλων εκείνων των τμημάτων των εκθέσεων που μπορεί να σχετίζονται με τον κύκλο των αρμοδιοτήτων τους.

4. Η Επιτροπή μελετά τις εκθέσεις που υποβάλλονται από τα Συμβαλλόμενα Κράτη στο παρόν Σύμφωνο. Απευθύνει στα Συμβαλλόμενα Κράτη τις δικές της εκθέσεις και όλες τις γενικές παρατηρήσεις που κρίνει πρόσφορες. Η Επιτροπή μπορεί επίσης να διαβιβάζει αυτές τις παρατηρήσεις στο Οικονομικό και Κοινωνικό Συμβούλιο, μαζί με τα αντίγραφα των εκθέσεων που έχει λάβει από τα Συμβαλλόμενα Κράτη στο παρόν Σύμφωνο.

5. Τα Συμβαλλόμενα Κράτη στο παρόν Σύμφωνο μπορούν να υποβάλλουν στην Επιτροπή τα σχόλιά τους σχετικά με κάθε παρατήρηση που γίνεται σύμφωνα με την παράγραφο 4 του παρόντος άρθρου.

Άρθρο 41

1. Κάθε Συμβαλλόμενο Κράτος στο παρόν Σύμφωνο μπορεί, σύμφωνα με το παρόν άρθρο, να δηλώσει οποιαδήποτε στιγμή ότι αναγνωρίζει την αρμοδιότητα της Επιτροπής να δέχεται και να εξετάζει αναφορές με τις οποίες κάποιο Συμβαλλόμενο Κράτος ισχυρίζεται ότι άλλο Συμβαλλόμενο Κράτος δεν εκπληρώνει τις υποχρεώσεις του κατά το παρόν Σύμφωνο. Οι αναφορές που υποβάλλονται σύμφωνα με το παρόν άρθρο δεν μπορούν να γίνουν δεκτές και να εξετασθούν πάρα μόνον εάν προέρχονται από Συμβαλλόμενο Κράτος το οποίο έχει υποβάλει δήλωση αναγνωρίζοντας την αρμοδιότητα της Επιτροπής ως προς το ίδιο. Καμία αναφορά δεν γίνεται δεκτή από την Επιτροπή, εάν αφορά Συμβαλλόμενο Κράτος το οποίο δεν έχει υποβάλει τέτοια δήλωση. Η διαδικασία που ακολουθεί εφαρμόζεται για τις αναφορές που γίνονται δεκτές σύμφωνα με το παρόν άρθρο:

α. Εάν ένα Συμβαλλόμενο Κράτος στο παρόν Σύμφωνο θεωρεί ότι ένα άλλο Κράτος επίσης Μέρος στο Σύμφωνο δεν εφαρμόζει τις διατάξεις του, τότε μπορεί, με έγγραφη γνωστοποίηση, να θέσει το ζήτημα υπόψη αυτού του Συμβαλλόμενου Κράτους. Εντός τριών (3) μηνών από τη λήψη της αναφοράς, το Κράτος που την έλαβε διαβιβάζει στο Κράτος που έστειλε την αναφορά έγγραφη εξήγηση ή άλλη έγγραφη δήλωση, διευκρινίζοντας

το ζήτημα, η οποία πρέπει να περιλαμβάνει -στο βαθμό που αυτό είναι δυνατόν και χρήσιμο- στοιχεία σχετικά με τους εφαρμοζόμενους κανόνες διαδικασίας και τα μέσα προσφυγής τα οποία έχουν ήδη χρησιμοποιηθεί, εκκρεμούν ή προσφέρονται ακόμη.

β. Εάν το ζήτημα δεν διευθετηθεί ικανοποιητικά και για τα δύο ενδιαφερόμενα Συμβαλλόμενα Κράτη εντός έξι (6) μηνών από τη λήψη της αρχικής αναφοράς από το Κράτος προς το οποίο αυτή απευθύνεται, τότε και το ένα και το άλλο Κράτος έχουν το δικαίωμα να θέσουν το ζήτημα στην Επιτροπή, με ειδοποίηση που επιδίδεται στην Επιτροπή και στο άλλο ενδιαφερόμενο Κράτος.

γ. Η Επιτροπή δεν μπορεί να εξετάσει ένα ζήτημα που της υποβάλλεται παρά μόνον αφού βεβαιωθεί ότι έχουν ασκηθεί και εξαντληθεί όλα τα διαθέσιμα εσωτερικά μέσα προστασίας, σύμφωνα με τις γενικώς παραδεδεγμένες αρχές του διεθνούς δικαίου. Ο κανόνας αυτός δεν εφαρμόζεται στην περίπτωση που οι σχετικές διαδικασίες υπερβαίνουν τη θεωρούμενη εύλογη διάρκεια.

δ. Η Επιτροπή συνεδριάζει κεκλεισμένων των θυρών, όταν εξετάζει τις αναφορές που προβλέπονται στο παρόν άρθρο.

ε. Λαμβανομένων υπόψη των διατάξεων του εδαφίου (γ), η Επιτροπή θέτει τις καλές της υπηρεσίες στη διάθεση των ενδιαφερόμενων Συμβαλλόμενων Κρατών προκειμένου να καταλήξουν σε φιλικό διακανονισμό του ζητήματος, με βάση το σεβασμό των ανθρωπίνων δικαιωμάτων και των θεμελιωδών ελευθεριών, όπως αναγνωρίζονται στο παρόν Σύμφωνο.

στ. Η Επιτροπή μπορεί να ζητά από τα ενδιαφερόμενα Συμβαλλόμενα Κράτη, που αναφέρονται στο εδάφιο (β), να παρέχουν τυχόν σχετικές πληροφορίες για κάθε υπόθεση που παραπέμπεται σε αυτήν.

ζ. Τα ενδιαφερόμενα Συμβαλλόμενα Κράτη, που αναφέρονται στο εδάφιο (β), έχουν το δικαίωμα να εκπροσωπούνται κατά την εξέταση της υπόθεσης ενώπιον της Επιτροπής και να υποβάλλουν προφορικές ή γραπτές παρατηρήσεις ή και τα δύο.

η. Η Επιτροπή πρέπει να συντάξει έκθεση εντός δώδεκα (12) μηνών από τη λήψη της ειδοποίησης που προβλέπεται στο εδάφιο (β):

i. Εάν επιτεύχθηκε λύση σύμφωνα με τους όρους του εδαφίου (ε), η Επιτροπή περιορίζεται, στην έκθεσή της, σε σύντομη παράθεση των γεγονότων και της λύσης που δόθηκε·

ii. Εάν δεν επιτεύχθηκε λύση σύμφωνα με τους όρους του εδαφίου (ε), η Επιτροπή περιορίζεται, στην εκθεσή της, σε σύντομη παράθεση των γεγονότων. Οι έγγραφοι ισχυρισμοί και τα πρακτικά των προφορικών ισχυρισμών που υποβλήθηκαν από τα ενδιαφερόμενα Συμβαλλόμενα Κράτη επισυνάπτονται στην έκθεση.

Για κάθε υπόθεση, η σχετική έκθεση κοινοποιείται στα ενδιαφερόμενα Συμβαλλόμενα Κράτη.

2. Οι διατάξεις του παρόντος άρθρου τίθενται σε ισχύ όταν δέκα Συμβαλλόμενα Κράτη στο παρόν Σύμφωνο θα έχουν υποβάλει τη δήλωση που προβλέπει η παράγραφος 1 αυτού του άρθρου. Η δήλωση κατατίθεται από το Συμβαλλόμενο Κράτος στο Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών, ο οποίος κοινοποιεί αντίγραφό της στα άλλα Συμβαλλόμενα Κράτη. Η δήλωση μπορεί να ανακληθεί οποτεδήποτε με ειδοποίηση που απευθύνεται στο Γενικό Γραμματέα. Η ανάκλησή της δεν επηρεάζει την εξέταση οποιουδήποτε ζητήματος το οποίο αποτελεί αντικείμενο αναφοράς που έχει ήδη διαβιβασθεί, σύμφωνα με το παρόν άρθρο. Από τη στιγμή που ο Γενικός Γραμματέας λάβει την ειδοποίηση για ανάκληση της δήλωσης, καμία άλλη αναφορά Συμβαλλόμενου Κράτους δεν θα γίνει δεκτή, εκτός εάν το ενδιαφερόμενο Συμβαλλόμενο Κράτος υποβάλει νέα δήλωση.

Άρθρο 42

1. α) Εάν κάποιο ζήτημα που έχει παραπεμφθεί στην Επιτροπή σύμφωνα με το άρθρο 41 δεν επιλυθεί ικανοποιητικά για τα ενδιαφερόμενα Συμβαλλόμενα Κράτη, τότε η Επιτροπή, με την προηγούμενη συγκατάθεση των ενδιαφερόμενων Συμβαλλόμενων Κρατών, μπορεί να ορίσει μία ad hoc Επιτροπή Συνδιαλλαγής. Η Επιτροπή Συνδιαλλαγής θέτει τις καλές της υπηρεσίες στη διάθεση των ενδιαφερόμενων Συμβαλλόμενων Κρατών προκειμένου να επιτευχθεί φιλικός διακανονισμός του ζητήματος με βάση το σεβασμό του παρόντος Συμφώνου.

β) Η Επιτροπή Συνδιαλλαγής αποτελείται από πέντε πρόσωπα τα οποία διορίζονται με τη συμφωνία των ενδιαφερόμενων Συμβαλλόμενων Κρατών. Εάν τα ενδιαφερόμενα Συμβαλλόμενα Κράτη δεν μπορέσουν να συμφωνήσουν εντός τριών (3) μηνών για το σύνολο ή μέρος της σύνθεσης της Επιτροπής Συνδιαλλαγής, τα μέλη για τα οποία δεν έχει επιτευχθεί συμφωνία εκλέγονται με μυστική ψηφοφορία μεταξύ των μελών της Επιτροπής Συνδιαλλαγής, με πλειοψηφία δύο τρίτων των μελών της Επιτροπής Συνδιαλλαγής.

2. Τα μέλη της Επιτροπής Συνδιαλλαγής συμμετέχουν στις εργασίες της με την ατομική τους ιδιότητα. Δεν πρέπει να έχουν την ιθαγένεια των ενδιαφερόμενων Συμβαλλόμενων Κρατών ή Κράτους που δεν είναι συμβαλλόμμενο στο παρόν Σύμφωνο ή Συμβαλλόμενου Κράτους που δεν έχει υποβάλλει τη δήλωση του άρθρου 41.

3. Η Επιτροπή Συνδιαλλαγής εκλέγει τον Πρόεδρό της και υιοθετεί τον εσωτερικό κανονισμό της.

4. Οι συνεδριάσεις της Επιτροπής Συνδιαλλαγής πραγματοποιούνται κατά κανόνα στην έδρα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών ή στο Γραφείο των Ηνωμένων Εθνών στη Γενεύη. Μπορούν, όμως, να πραγματοποιούνται σε οποιοδήποτε άλλο κατάλληλο μέρος που θα καθορίσει η Επιτροπή Συνδιαλλαγής σε συνεννόηση με το Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών και τα ενδιαφερόμενα Συμβαλλόμενα Κράτη.

5. Η γραμματεία που προβλέπεται στο άρθρο 36 εξυπηρετεί και τις επιτροπές, που ορίζονται σύμφωνα με το παρόν άρθρο.

6. Οι πληροφορίες που έχουν ληφθεί και επεξεργαστεί από την Επιτροπή τίθενται στη διάθεση της Επιτροπής Συνδιαλλαγής, η οποία μπορεί να ζητά από τα ενδιαφερόμενα Συμβαλλόμενα Κράτη να της γνωρίσουν κάθε συμπληρωματική πληροφορία.

7. Αφού εξετάσει το ζήτημα σε όλες τις πλευρές του, αλλά σε κάθε περίπτωση εντός προθεσμίας δώδεκα (12) μηνών από τη σύστασή της, η Επιτροπή Συνδιαλ-

λαγής υποβάλλει έκθεση στον Πρόεδρο της Επιτροπής, ο οποίος την κοινοποιεί στα ενδιαφερόμενα Συμβαλλόμενα Κράτη:

α. Εάν η Επιτροπή Συνδιαλλαγής δεν μπορέσει να ολοκληρώσει την εξέταση του ζητήματος εντός δώδεκα (12) μηνών, περιορίζει την έκθεσή της σε σύντομη αναφορά για την πορεία της υπόθεσης·

β. Εάν επιτευχθεί φιλικός διακανονισμός του ζητήματος με βάση το σεβασμό των δικαιωμάτων του ανθρώπου, όπως αναγνωρίζονται στο παρόν Σύμφωνο, η Επιτροπή Συνδιαλλαγής περιορίζει την έκθεσή της σε σύντομη παράθεση των γεγονότων και της λύσης που επιτεύχθηκε·

γ. Εάν δεν επιτευχθεί λύση σύμφωνα με τους όρους του εδαφίου (β), η Επιτροπή Συνδιαλλαγής ενσωματώνει στην έκθεση τα συμπεράσματά της για όλα τα πραγματικά περιστατικά που αφορούν το ζήτημα το οποίο απασχολεί τα ενδιαφερόμενα Συμβαλλόμενα Κράτη και τις διαπιστώσεις της για τις δυνατότητες φιλικού διακανονισμού. Η έκθεση περιλαμβάνει επίσης τους έγγραφους ισχυρισμούς, καθώς και τα πρακτικά των προφορικών ισχυρισμών που υποβλήθηκαν από τα ενδιαφερόμενα Συμβαλλόμενα Κράτη.

δ. Εάν η έκθεση της Επιτροπής Συνδιαλλαγής υποβληθεί σύμφωνα με το εδάφιο (γ), τότε τα ενδιαφερόμενα Συμβαλλόμενα Κράτη, εντός τριών (3) μηνών από τη λήψη της, ενημερώνουν τον Πρόεδρο της Επιτροπής εάν δέχονται ή όχι το περιεχόμενο της έκθεσης της Επιτροπής Συνδιαλλαγής.

8. Οι διατάξεις του παρόντος άρθρου δεν επηρεάζουν τις αρμοδιότητες της Επιτροπής σύμφωνα με το άρθρο 41.

9. Τα ενδιαφερόμενα Συμβαλλόμενα Κράτη μοιράζονται εξίσου τα έξοδα των μελών της Επιτροπής Συνδιαλλαγής, σύμφωνα με προϋπολογισμό που καταρτίζει ο Γενικός Γραμματέας του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών.

10. Ο Γενικός Γραμματέας του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών εξουσιοδοτείται, εφόσον καταστεί αναγκαίο, να καταβάλει τα έξοδα των μελών της Επιτροπής Συνδιαλλαγής πριν λάβει την εξόφλησή τους από τα ενδιαφερόμενα Συμβαλλόμενα Κράτη, σύμφωνα με την παράγραφο 9 του παρόντος άρθρου.

Άρθρο 43

Τα μέλη της Επιτροπής και τα μέλη των ad hoc Επιτροπών Συνδιαλλαγής, τα οποία διορίζονται σύμφωνα με το άρθρο 42, έχουν δικαίωμα στις διευκολύνσεις, τα προνόμια και τις ασυλίες των εμπειρογνωμόνων που βρίσκονται σε αποστολή για τον Οργανισμό Ηνωμένων Εθνών, όπως ορίζονται στα σχετικά κεφάλαια της Σύμβασης περί προνομίων και ασυλιών των Ηνωμένων Εθνών.

Άρθρο 44

Οι διατάξεις για την εφαρμογή του παρόντος Συμφώνου εφαρμόζονται με την επιφύλαξη των διαδικασιών που προβλέπονται στον τομέα των ανθρωπίνων δικαιωμάτων από τα καταστατικά κείμενα και τις συμβάσεις του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών και των ειδικευμένων οργανισμών, δεν εμποδίζουν δε τα Συμβαλλόμενα Κράτη να προσφεύγουν σε άλλες διαδικασίες για την επίλυση διαφοράς, σύμφωνα με τις γενικές ή ειδικές διεθνείς συμφωνίες που τα δεσμεύουν.

Άρθρο 45

Η Επιτροπή υποβάλλει κάθε χρόνο έκθεση για τις εργασίες της στη Γενική Συνέλευση του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών, διαμέσου του Οικονομικού και Κοινωνικού Συμβουλίου.

ΠΕΜΠΤΟ ΜΕΡΟΣ

Άρθρο 46

Καμία διάταξη του παρόντος Συμφώνου δεν μπορεί να ερμηνευτεί κατά τρόπο που δεν συμβιβάζεται με τις διατάξεις του Καταστατικού Χάρτη των Ηνωμένων Εθνών και των καταστατικών των ειδικευμένων οργανισμών, οι οποίες προσδιορίζουν τις ευθύνες των διαφόρων οργάνων του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών και των ειδικευμένων οργανισμών του σε σχέση με τα ζητήματα στα οποία αναφέρεται το παρόν Σύμφωνο.

Άρθρο 47

Καμία διάταξη του παρόντος Συμφώνου δεν ερμηνεύεται ώστε να προσβάλει το δικαίωμα όλων των λαών να απολαμβάνουν και να εκμεταλλεύονται πλήρως και ελεύθερα τον πλούτο και τους φυσικούς τους πόρους.

ΕΚΤΟ ΜΕΡΟΣ

Άρθρο 48

1. Το παρόν Σύμφωνο είναι ανοικτό προς υπογραφή από οποιοδήποτε Κράτος-Μέλος του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών ή μέλος οποιουδήποτε από τους ειδικευμένους οργανισμούς του, από οποιοδήποτε Συμβαλλόμενο Κράτος στο Καταστατικό του Διεθνούς Δικαστηρίου και από οποιοδήποτε άλλο Κράτος που έχει προσκληθεί από τη Γενική Συνέλευση των Ηνωμένων Εθνών να γίνει μέρος στο παρόν Σύμφωνο.

2. Το παρόν Σύμφωνο υπόκειται σε επικύρωση, τα δε όργανα επικύρωσης κατατίθενται στο Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών.

3. Το παρόν Σύμφωνο είναι ανοικτό για προσχώρηση σε κάθε Κράτος που αναφέρεται στην παράγραφο 1 του παρόντος άρθρου.

4. Η προσχώρηση πραγματοποιείται με την κατάθεση οργάνου προσχώρησης στο Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών.

5. Ο Γενικός Γραμματέας του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών ενημερώνει όλα τα Κράτη που έχουν υπογράψει το παρόν Σύμφωνο ή που έχουν προσχωρήσει σε αυτό σχετικά με την κατάθεση κάθε οργάνου επικύρωσης ή προσχώρησης.

Άρθρο 49

1. Το παρόν Σύμφωνο τίθεται σε ισχύ τρεις (3) μήνες μετά την ημερομηνία κατάθεσης του τριακοστού πέμπτου

οργάνου επικύρωσης ή προσχώρησης.

2. Για κάθε Κράτος που θα επικυρώσει το παρόν Σύμφωνο ή θα προσχωρήσει σε αυτό μετά την κατάθεση του τριακοστού πέμπτου οργάνου επικύρωσης ή προσχώρησης, το παρόν Σύμφωνο τίθεται σε ισχύ τρεις (3) μήνες μετά την ημέρα κατάθεσης του δικού του οργάνου επικύρωσης ή προσχώρησης.

Άρθρο 50

Οι διατάξεις του παρόντος Συμφώνου εφαρμόζονται χωρίς περιορισμό ή εξαίρεση σε όλες τις συστατικές μονάδες των Ομοσπονδιακών Κρατών.

Άρθρο 51

1. Κάθε Συμβαλλόμενο Κράτος μπορεί να προτείνει τροποποίηση και να καταθέσει το κείμενό της στο Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών. Ο Γενικός Γραμματέας διαβιβάζει όλες τις προτάσεις τροποποίησης στα Συμβαλλόμενα Κράτη, ζητώντας τους να του γνωστοποιήσουν εάν επιθυμούν τη σύγκληση διάσκεψης Συμβαλλόμενων Κρατών, προκειμένου να εξετάσει αυτά τα σχέδια και να τα θέσει σε ψηφοφορία. Εάν το ένα τρίτο τουλάχιστον των Κρατών επιθυμεί τη σύγκλησή της, ο Γενικός Γραμματέας συγκαλεί τη διάσκεψη υπό την αιγίδα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών. Κάθε τροποποίηση που αποφασίζεται από την πλειοψηφία των Κρατών που παρέστησαν και ψήφισαν στη διάσκεψη υποβάλλεται προς έγκριση στη Γενική Συνέλευση των Ηνωμένων Εθνών.

2. Οι τροποποιήσεις τίθενται σε ισχύ, αφού εγκριθούν από τη Γενική Συνέλευση των Ηνωμένων Εθνών και γίνουν δεκτές, σύμφωνα με τους σχετικούς συνταγματικούς κανόνες τους, από την πλειονότητα των δύο τρίτων των Συμβαλλόμενων Κρατών στο παρόν Σύμφωνο.

3. Από τη στιγμή που τεθούν σε ισχύ αυτές οι τροποποιήσεις καθίστανται υποχρεωτικές για τα Συμβαλλόμενα Κράτη που τις έχουν αποδεχθεί. Τα υπόλοιπα Συμβαλλόμενα Κράτη δεσμεύονται από τις διατάξεις του παρόντος Συμφώνου και από κάθε προηγούμενη τροποποίηση την οποία έχουν αποδεχθεί.

Άρθρο 52

Ανεξάρτητα από τις γνωστοποιήσεις που προβλέπονται στην παράγραφο 5 του άρθρου 48, ο Γενικός Γραμματέας του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών ενημερώνει όλα τα Κράτη που αναφέρονται στην παράγραφο 1 του ίδιου άρθρου:

α. Για τις υπογραφές που έχουν τεθεί στο παρόν Σύμφωνο και για τα όργανα επικύρωσης και προσχώρησης που έχουν κατατεθεί, σύμφωνα με το άρθρο 48·

β. Για την ημερομηνία από την οποία αρχίζει να ισχύει το Σύμφωνο κατά το άρθρο 49 και για την ημερομηνία από την οποία αρχίζει η ισχύς των τροποποιήσεων σύμφωνα με το άρθρο 51.

Άρθρο 53

1. Το Σύμφωνο αυτό, του οποίου τα κείμενα στην Αγγλική, Κινεζική, Ισπανική, Γαλλική, και Ρωσσική έχουν την ίδια ισχύ, θα κατατεθεί στο αρχείο του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών.

2. Ο Γενικός Γραμματέας του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών διαβιβάζει κυρωμένο αντίγραφο του Συμφώνου σε όλα τα Κράτη που αναφέρονται στο άρθρο 48.

ΣΕ ΠΙΣΤΩΣΗ ΤΩΝ ΑΝΩΤΕΡΩ, οι υπογράφοντες, νόμιμα εξουσιοδοτημένοι από τις αντίστοιχες Κυβερνήσεις τους, υπέγραψαν το παρόν Σύμφωνο, που άνοιξε προς υπογραφή στη Νέα Υόρκη, στις δεκαεννιά Δεκεμβρίου του χίλια εννιακόσια εξήντα έξι.

ΓΙΑ ΤΟ ΑΦΓΑΝΙΣΤΑΝ:
ΓΙΑ ΤΗΝ ΑΛΒΑΝΙΑ:
ΓΙΑ ΤΗΝ ΑΛΓΕΡΙΑ:
ΓΙΑ ΤΗΝ ΑΡΓΕΝΤΙΝΗ:
ΓΙΑ ΤΗΝ ΑΥΣΤΡΑΛΙΑ:
ΓΙΑ ΤΗΝ ΑΥΣΤΡΙΑ:
ΓΙΑ ΤΙΣ ΝΗΣΟΥΣ ΜΠΑΡΜΠΑΝΤΟΣ:
ΓΙΑ ΤΟ ΒΕΛΓΙΟ:
ΓΙΑ ΤΗ ΒΟΛΙΒΙΑ:
ΓΙΑ ΤΗ ΜΠΟΤΣΒΑΝΑ:
ΓΙΑ ΤΗ ΒΡΑΖΙΛΙΑ:
ΓΙΑ ΤΗ ΒΟΥΛΓΑΡΙΑ:
ΓΙΑ ΤΗ ΒΙΡΜΑΝΙΑ:
ΓΙΑ ΤΟ ΜΠΟΥΡΟΥΝΤΙ:
ΓΙΑ ΤΗ ΣΟΒΙΕΤΙΚΗ ΣΟΣΙΑΛΙΣΤΙΚΗ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ ΤΗΣ ΛΕΥΚΟΡΩΣΙΑΣ:
ΓΙΑ ΤΗΝ ΚΑΜΠΟΤΖΗ:
ΓΙΑ ΤΟ ΚΑΜΕΡΟΥΝ:
ΓΙΑ ΤΟΝ ΚΑΝΑΔΑ:
ΓΙΑ ΤΗ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ ΤΗΣ ΚΕΝΤΡΙΚΗΣ ΑΦΡΙΚΗΣ:
ΓΙΑ ΤΗΝ ΚΕΫΛΑΝΗ:
ΓΙΑ ΤΟ ΤΣΑΝΤ:
ΓΙΑ ΤΗ ΧΙΛΗ:
ΓΙΑ ΤΗΝ ΚΙΝΑ:
ΓΙΑ ΤΗΝ ΚΟΛΟΜΒΙΑ: Evaristo SOURDIS Dic.21 de 1966
ΓΙΑ ΤΟ ΚΟΝΓΚΟ - ΜΠΡΑΝΖΑΒΙΛ:
ΓΙΑ ΤΟ ΚΟΝΓΚΟ - ΚΙΝΣΤΙΣΑ:
ΓΙΑ ΤΗΝ ΚΟΣΤΑ ΡΙΚΑ: Luis D. TINOCO
ΓΙΑ ΤΗΝ ΚΟΥΒΑ:
ΓΙΑ ΤΗΝ ΚΥΠΡΟ: Ζήνων Ρωσσίδης 9 Ιανουαρίου 1967
ΓΙΑ ΤΗΝ ΤΣΕΧΟΣΛΟΒΑΚΙΑ:
ΓΙΑ ΤΗ ΔΑΧΟΜΕΗ:
ΓΙΑ ΤΗ ΔΑΝΙΑ:
ΓΙΑ ΤΗ ΔΟΜΙΝΙΚΑΝΗ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ:
ΓΙΑ ΤΟ ΕΚΟΥΑΔΟΡ:
ΓΙΑ ΤΟ ΕΛ ΣΑΛΒΑΔΟΡ:
ΓΙΑ ΤΗΝ ΑΙΘΙΟΠΙΑ:
ΓΙΑ ΤΗΝ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑΚΗ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ ΤΗΣ ΓΕΡΜΑΝΙΑΣ:
ΓΙΑ ΤΗ ΦΙΝΛΑΝΔΙΑ:
ΓΙΑ ΤΗ ΓΑΛΛΙΑ:
ΓΙΑ ΤΗΝ ΚΑΜΠΟΤΖΗ:
ΓΙΑ ΤΗΝ ΚΑΜΠΙΑ:
ΓΙΑ ΤΗ ΓΚΑΝΑ:
ΓΙΑ ΤΗΝ ΕΛΛΑΔΑ:
ΓΙΑ ΤΗ ΓΟΥΑΤΕΜΑΛΑ:
ΓΙΑ ΤΗ ΓΟΥΙΝΕΑ: Marof ACHKAR Le 28 février 1967

ΓΙΑ ΤΗ ΓΟΥΙΑΝΑ:
ΓΙΑ ΤΗΝ ΑΪΤΗ:
ΓΙΑ ΤΗΝ ΑΓΙΑ ΕΔΡΑ:
ΓΙΑ ΤΙΣ ΟΝΔΟΥΡΕΣ: H. LOPEZ VILLAMIL
ΓΙΑ ΤΗΝ ΟΥΓΓΑΡΙΑ:
ΓΙΑ ΤΗΝ ΙΣΛΑΝΔΙΑ:
ΓΙΑ ΤΗΝ ΙΝΔΙΑ:
ΓΙΑ ΤΗΝ ΙΝΔΟΝΗΣΙΑ:
ΓΙΑ ΤΟ ΙΡΑΝ:
ΓΙΑ ΤΟ ΙΡΑΚ:
ΓΙΑ ΤΗΝ ΙΡΛΑΝΔΙΑ:
ΓΙΑ ΤΟ ΙΣΡΑΗΛ: Michael COMAY
ΓΙΑ ΤΗΝ ΙΤΑΛΙΑ: Piero VINCI 18 January 1967
ΓΙΑ ΤΗΝ ΑΚΤΗ ΤΟΥ ΕΛΕΦΑΝΤΟΣΤΟΥ:
ΓΙΑ ΤΗΝ ΤΖΑΜΑΙΚΑ: E. R. RICHARDSON
ΓΙΑ ΤΗΝ ΙΑΠΩΝΙΑ:
ΓΙΑ ΤΗΝ ΙΟΡΔΑΝΙΑ:
ΓΙΑ ΤΗΝ ΚΕΝΥΑ:
ΓΙΑ ΤΟ ΚΟΥΒΕΪΤ:
ΓΙΑ ΤΟ ΛΑΟΣ:
ΓΙΑ ΤΟ ΛΙΒΑΝΟ:
ΓΙΑ ΤΟ ΛΕΣΟΘΟ:
ΓΙΑ ΤΗ ΛΙΒΕΡΙΑ:
ΓΙΑ ΤΗ ΛΙΒΥΗ:
ΓΙΑ ΤΟ ΛΙΧΤΕΝΣΤΑΪΝ:
ΓΙΑ ΤΟ ΛΟΥΞΕΜΒΟΥΡΓΟ:
ΓΙΑ ΤΗ ΜΑΔΑΓΑΣΚΑΡΗ:
ΓΙΑ ΤΟ ΜΑΛΑΟΥΙ:
ΓΙΑ ΤΗ ΜΑΛΑΙΣΙΑ:
ΓΙΑ ΤΙΣ ΜΑΛΝΤΙΒΕΣ ΝΗΣΟΥΣ:
ΓΙΑ ΤΟ ΜΑΛΙ:
ΓΙΑ ΤΗ ΜΑΛΤΑ:
ΓΙΑ ΤΗ ΜΑΥΡΙΤΑΝΙΑ:
ΓΙΑ ΤΟ ΜΕΞΙΚΟ:
ΓΙΑ ΤΟ ΜΟΝΑΚΟ:
ΓΙΑ ΤΗ ΜΟΓΓΟΛΙΑ:
ΓΙΑ ΤΟ ΜΑΡΟΚΟ:
ΓΙΑ ΤΟ ΝΕΠΑΛ:
ΓΙΑ ΤΗ ΔΑΝΙΑ:
ΓΙΑ ΤΗ ΝΕΑ ΖΗΛΑΝΔΙΑ:
ΓΙΑ ΤΗ ΝΙΚΑΡΑΓΟΥΑ:
ΓΙΑ ΤΟ ΝΙΓΗΡΑ:
ΓΙΑ ΤΗ ΝΙΓΗΡΙΑ:
ΓΙΑ ΤΗ ΝΟΡΒΗΓΙΑ:
ΓΙΑ ΤΟ ΠΑΚΙΣΤΑΝ:
ΓΙΑ ΤΟΝ ΠΑΝΑΜΑ:
ΓΙΑ ΤΗΝ ΠΑΡΑΓΟΥΑΗ:
ΓΙΑ ΤΟ ΠΕΡΟΥ:
ΓΙΑ ΤΙΣ ΦΙΛΙΠΠΙΝΕΣ: Salvador P. LOPEZ
ΓΙΑ ΤΗΝ ΠΟΛΩΝΙΑ: B. TOMOROWICZ 2.III.1967
ΓΙΑ ΤΗΝ ΠΟΡΤΟΓΑΛΙΑ:
ΓΙΑ ΤΗ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ ΤΗΣ ΚΟΡΕΑΣ:
ΓΙΑ ΤΗ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ ΤΟΥ ΒΙΕΤΝΑΜ:
ΓΙΑ ΤΗ ΡΟΥΜΑΝΙΑ:
ΓΙΑ ΤΗ ΡΟΥΑΝΤΑ:
ΓΙΑ ΤΟΝ ΑΓΙΟ ΜΑΡΙΝΟ:
ΓΙΑ ΤΗ ΣΑΟΥΔΙΚΗ ΑΡΑΒΙΑ:
ΓΙΑ ΤΗ ΣΕΝΕΓΑΛΗ:
ΓΙΑ ΤΗ ΣΙΕΡΡΑ ΛΕΟΝΕ:
ΓΙΑ ΤΗ ΣΙΓΚΑΠΟΥΡΗ:
ΓΙΑ ΤΗ ΣΟΜΑΛΙΑ:
ΓΙΑ ΤΗ ΝΟΤΙΑ ΑΦΡΙΚΗ:
ΓΙΑ ΤΗΝ ΙΣΠΑΝΙΑ:
ΓΙΑ ΤΟ ΣΟΥΔΑΝ:
ΓΙΑ ΤΗ ΣΟΥΗΔΙΑ:
ΓΙΑ ΤΗΝ ΕΛΒΕΤΙΑ:
ΓΙΑ ΤΗ ΣΥΡΙΑ:
ΓΙΑ ΤΗΝ ΤΑΫΛΑΝΔΗ:
ΓΙΑ ΤΟ ΤΟΓΚΟ:
ΓΙΑ ΤΙΣ ΝΗΣΟΥΣ ΤΡΙΝΙΝΤΑΝΤ ΚΑΙ ΤΟΜΠΑΓΚΟ:
ΓΙΑ ΤΗΝ ΤΥΝΗΣΙΑ:
ΓΙΑ ΤΗΝ ΤΟΥΡΚΙΑ:
ΓΙΑ ΤΗΝ ΟΥΓΚΑΝΤΑ:
ΓΙΑ ΤΗ ΣΟΒΙΕΤΙΚΗ ΣΟΣΙΑΛΙΣΤΙΚΗ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ ΤΗΣ ΟΥΚΡΑΝΙΑΣ:
ΓΙΑ ΤΙΣ ΗΝΩΜΕΝΕΣ ΣΟΒΙΕΤΙΚΕΣ ΣΟΣΙΑΛΙΣΤΙΚΕΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΕΣ:
ΓΙΑ ΤΗ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ ΤΗΣ ΗΝΩΜΕΝΗΣ ΑΡΑΒΙΑΣ:
ΓΙΑ ΤΟ ΗΝΩΜΕΝΟ ΒΑΣΙΛΕΙΟ ΤΗΣ ΜΕΓΑΛΗΣ ΒΡΕΤΑΝΙΑΣ ΚΑΙ ΤΗΣ ΒΟΡΕΙΑΣ ΙΡΛΑΝΔΙΑΣ:
ΓΙΑ ΤΗΝ ΗΝΩΜΕΝΗ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ ΤΗΣ ΤΑΝΖΑΝΙΑΣ:
ΓΙΑ ΤΙΣ ΗΝΩΜΕΝΕΣ ΠΟΛΙΤΕΙΕΣ ΤΗΣ ΑΜΕΡΙΚΗΣ:
ΓΙΑ ΤΗΝ ΑΝΩ ΒΟΛΤΑ/ΜΠΟΥΡΚΙΝΑ ΦΑΣΟ:
ΓΙΑ ΤΗΝ ΟΥΡΟΥΓΟΥΑΗ: Pedro P. BERRO
ΓΙΑ ΤΗ ΒΕΝΕΖΟΥΕΛΑ:
ΓΙΑ ΤΗ ΔΥΤΙΚΗ ΣΑΜΟΑ:
ΓΙΑ ΤΗΝ ΥΕΜΕΝΗ:
ΓΙΑ ΤΗ ΓΙΟΥΓΚΟΣΛΑΒΙΑ:
ΓΙΑ ΤΗ ΖΑΜΠΙΑ:

ΠΡΟΑΙΡΕΤΙΚΟ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟ ΣΤΟ ΔΙΕΘΝΕΣ ΣΥΜΦΩΝΟ ΓΙΑ ΤΑ ΑΤΟΜΙΚΑ ΚΑΙ ΠΟΛΙΤΙΚΑ ΔΙΚΑΙΩΜΑΤΑ

ΤΑ ΣΥΜΒΑΛΛΟΜΕΝΑ ΚΡΑΤΗ ΣΤΟ ΠΑΡΟΝ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟ,

ΕΚΤΙΜΩΝΤΑΣ ότι για να εξασφαλίσουν καλύτερα την εκπλήρωση των σκοπών του Διεθνούς Συμφώνου για τα Ατομικά και Πολιτικά Δικαιώματα (που θα αναφέρεται παρακάτω ως "το Σύμφωνο") και την εφαρμογή των διατάξεών του, θα ήταν σκόπιμο να επιφορτίσουν την Επιτροπή Δικαιωμάτων του Ανθρώπου, η οποία προβλέπεται στο Τέταρτο Μέρος του Συμφώνου (που θα αναφέρεται παρακάτω ως "η Επιτροπή") να λαμβάνει και να εξετάζει, όπως προβλέπεται στο παρόν Πρωτόκολλο, αναφορές προερχόμενες από άτομα που ισχυρίζονται ότι είναι θύματα παραβίασης οποιουδήποτε από τα δικαιώματα που αναγνωρίζονται στο Σύμφωνο,

ΣΥΜΦΩΝΟΥΝ ΤΑ ΑΚΟΛΟΥΘΑ:

ΑΡΘΡΟ ΠΡΩΤΟ

Κάθε Συμβαλλόμενο Κράτος στο Σύμφωνο, που γίνεται Συμβαλλόμενο Μέρος στο παρόν Πρωτόκολλο, αναγνωρίζει στην Επιτροπή την αρμοδιότητα να λαμβάνει και να εξετάζει αναφορές προερχόμενες από άτομα, που υπόκεινται στη δικαιοδοσία του, τα οποία ισχυρίζονται ότι είναι θύματα παραβίασης, εκ μέρους αυτού του Συμβαλλόμενου Κράτους, οποιουδήποτε από τα δικαιώματα που αναγνωρίζονται στο Σύμφωνο. Η Επι-

τροπή δεν αποδέχεται καμία αναφορά που αφορά Συμβαλλόμενο Κράτος στο Σύμφωνο, το οποίο δεν είναι Συμβαλλόμενο μέρος στο παρόν Πρωτόκολλο.

ΑΡΘΡΟ 2

Με την επιφύλαξη των διατάξεων του πρώτου άρθρου, κάθε άτομο που ισχυρίζεται ότι είναι θύμα παραβίασης οποιουδήποτε από τα δικαιώματα που αναγνωρίζονται στο Σύμφωνο και το οποίο εξήντλησε όλα τα διαθέσιμα εσωτερικά μέσα προστασίας μπορεί να υποβάλει γραπτή αναφορά στην Επιτροπή προκειμένου αυτή να την εξετάσει.

ΑΡΘΡΟ 3

Η Επιτροπή κηρύσσει απαράδεκτη κάθε αναφορά που υποβάλλεται δυνάμει του παρόντος Πρωτοκόλλου, η οποία είναι ανώνυμη ή που θεωρεί ότι αποτελεί κατάχρηση του δικαιώματος υποβολής τέτοιου είδους αναφορών ή είναι ασυμβίβαστη με τις διατάξεις του Συμφώνου.

ΑΡΘΡΟ 4

1. Με την επιφύλαξη των διατάξεων του άρθρου 3, η Επιτροπή θέτει κάθε αναφορά που της υποβάλλεται, σύμφωνα με το παρόν Πρωτόκολλο, υπόψη του Συμβαλλόμενου Κράτους σ' αυτό το Πρωτόκολλο το οποίο έχει παραβιάσει ενδεχομένως οποιαδήποτε από τις διατάξεις του Συμφώνου.

2. Εντός των έξι μηνών που ακολουθούν, το εν λόγω Κράτος υποβάλει γραπτώς στην Επιτροπή τις εξηγήσεις ή δηλώσεις οι οποίες αποσαφηνίζουν το ζήτημα και υποδεικνύουν, ενδεχομένως, τα μέτρα που έχει λάβει για να επανορθώσει την κατάσταση.

ΑΡΘΡΟ 5

1. Η Επιτροπή εξετάζει τις αναφορές που δέχεται δυνάμει του παρόντος Πρωτοκόλλου, λαμβάνοντας υπόψη όλες τις γραπτές πληροφορίες που της υποβλήθηκαν από το άτομο και από το ενδιαφερόμενο Συμβαλλόμενο Κράτος.

2. Η Επιτροπή δεν θα εξετάσει καμία αναφορά ατόμου χωρίς να βεβαιωθεί ότι:

α) Το ίδιο ζήτημα δεν βρίσκεται ήδη υπό εξέταση από ένα άλλο διεθνές όργανο έρευνας ή επίλυσης·

β) Το άτομο έχει εξαντλήσει όλα τα διαθέσιμα εσωτερικά μέσα προστασίας. Αυτός ο κανόνας δεν εφαρμόζεται εάν οι σχετικές διαδικασίες υπερβαίνουν την εύλογη διάρκεια.

3. Η Επιτροπή συνεδριάζει κεκλεισμένων των θυρών όταν εξετάζει τις αναφορές που προβλέπονται στο παρόν Πρωτόκολλο.

4. Η Επιτροπή παρουσιάζει τις διαπιστώσεις της στο ενδιαφερόμενο Συμβαλλόμενο Κράτος και στο άτομο.

ΑΡΘΡΟ 6

Η Επιτροπή συμπεριλαμβάνει στην ετήσια έκθεσή της, που καταρτίζει σύμφωνα με το άρθρο 45 του Συμφώνου, περίληψη των δραστηριοτήτων της με βάση το παρόν Πρωτόκολλο.

ΑΡΘΡΟ 7

Αναμένοντας την πραγματοποίηση των στόχων του ψηφίσματος 1514 (XV), που υιοθετήθηκε από τη Γενική Συνέλευση των Ηνωμένων Εθνών την 14η Δεκεμβρίου 1960, σχετικά με τη Διακήρυξη για τη χορήγηση ανεξαρτησίας στις αποικιακές χώρες και λαούς, οι διατάξεις του παρόντος Πρωτοκόλλου δεν περιορίζουν το δικαίωμα προσφυγής που χορηγήθηκε σ' αυτούς τους λαούς από το Χάρτη των Ηνωμένων Εθνών και τις άλλες συμβάσεις και διεθνή κείμενα που συνομολογήθηκαν υπό την αιγίδα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών ή των ειδικευμένων οργανισμών του.

ΑΡΘΡΟ 8

1. Το παρόν Πρωτόκολλο είναι ανοιχτό για υπογραφή από κάθε Κράτος που έχει υπογράψει το Σύμφωνο.

2. Το παρόν Πρωτόκολλο υπόκειται στην επικύρωση κάθε Κράτους που έχει επικυρώσει το Σύμφωνο ή έχει προσχωρήσει σ' αυτό. Τα έγγραφα επικύρωσης θα κατατεθούν στο Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών.

3. Το παρόν Πρωτόκολλο θα είναι ανοιχτό στην προσχώρηση κάθε Κράτους που έχει επικυρώσει το Σύμφωνο ή έχει προσχωρήσει σ' αυτό.

4. Η προσχώρηση θα πραγματοποιηθεί με την κατάθεση ενός εγγράφου προσχώρησης στο Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών.

5. Ο Γενικός Γραμματέας του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών θα πληροφορήσει όλα τα Κράτη που έχουν υπογράψει το παρόν Πρωτόκολλο ή που έχουν προσχωρήσει σ' αυτό για την κατάθεση κάθε εγγράφου επικύρωσης ή προσχώρησης.

ΑΡΘΡΟ 9

1. Με την επιφύλαξη της θέσης σε ισχύ του Συμφώνου, το παρόν Πρωτόκολλο θα τεθεί σε ισχύ τρεις μήνες μετά την ημερομηνία της κατάθεσης στο Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών του δεκάτου εγγράφου επικύρωσης ή προσχώρησης.

2. Για καθένα από τα Κράτη, που θα επικυρώσουν το παρόν Πρωτόκολλο ή θα προσχωρήσουν σ' αυτό μετά την κατάθεση του δεκάτου εγγράφου επικύρωσης ή προσχώρησης, το εν λόγω Πρωτόκολλο θα τεθεί σε ισχύ τρεις μήνες μετά την κατάθεση από κάθε Κράτος του εγγράφου της επικύρωσης ή της προσχώρησης.

ΑΡΘΡΟ 10

Οι διατάξεις του παρόντος Πρωτοκόλλου εφαρμόζονται, χωρίς περιορισμό ή εξαίρεση, σε όλες τις συστατικές μονάδες των ομοσπονδιακών Κρατών.

ΑΡΘΡΟ 11

1. Κάθε Συμβαλλόμενο Κράτος στο παρόν Πρωτόκολλο μπορεί να προτείνει τροποποίηση και να καταθέσει το κείμενό της στο Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών. Ο Γενικός Γραμματέας διαβιβάζει όλα τα σχέδια τροποποιήσεων στα Συμβαλλόμενα Κράτη αυτού του Πρωτοκόλλου ζητώντας να του υποδείξουν

εάν επιθυμούν να συγκληθεί διάσκεψη των Συμβαλλόμενων Κρατών ώστε να εξετασθούν αυτά τα σχέδια και να τεθούν σε ψηφοφορία. Εάν το ένα τρίτο τουλάχιστον των Κρατών εκδηλωθεί υπέρ αυτής της σύγκλησης, ο Γενικός Γραμματέας συγκαλεί τη διάσκεψη υπό την αιγίδα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών. Κάθε τροποποίηση που εγκρίνεται από την πλειοψηφία των Κρατών που ήταν παρόντα και ψήφισαν στη διάσκεψη υποβάλλεται για έγκριση στη Γενική Συνέλευση των Ηνωμένων Εθνών.

2. Οι τροποποιήσεις αυτές τίθενται σε ισχύ αφού εγκριθούν από τη Γενική Συνέλευση των Ηνωμένων Εθνών και γίνουν αποδεκτές, σύμφωνα με τους αντίστοιχους συνταγματικούς τους κανόνες, από την πλειοψηφία των δύο τρίτων των Συμβαλλόμενων Κρατών στο παρόν Πρωτόκολλο.

3. Αφότου οι τροποποιήσεις αυτές τεθούν σε ισχύ, είναι υποχρεωτικές για τα Συμβαλλόμενα Κράτη που τις έχουν αποδεχθεί, τα δε υπόλοιπα Συμβαλλόμενα Κράτη εξακολουθούν να δεσμεύονται από τις διατάξεις του παρόντος Πρωτοκόλλου και από κάθε προηγούμενη τροποποίηση που έχουν αποδεχθεί.

ΑΡΘΡΟ 12

1. Κάθε Συμβαλλόμενο Κράτος μπορεί, σε κάθε στιγμή, να καταγγείλει το παρόν Πρωτόκολλο με έγγραφη ειδοποίηση, η οποία θα απευθύνεται στο Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών. Η καταγγελία θα αρχίσει να ισχύει τρεις μήνες μετά την ημερομηνία κατά την οποία ο Γενικός Γραμματέας έλαβε την ανακοίνωση.

2. Η καταγγελία δεν εμποδίζει την εφαρμογή των διατάξεων του παρόντος Πρωτοκόλλου σε κάθε αναφορά που υποβάλλεται, δυνάμει του άρθρου 2, πριν από την ημερομηνία κατά την οποία η καταγγελία αρχίζει να ισχύει.

ΑΡΘΡΟ 13

Ανεξάρτητα από τις ειδοποιήσεις που προβλέπονται στην παράγραφο 5 του άρθρου 8 του παρόντος Πρωτοκόλλου, ο Γενικός Γραμματέας του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών θα πληροφορήσει όλα τα Κράτη, στα οποία αναφέρεται η παράγραφος 1 του άρθρου 48 του Συμφώνου, για:

α) Τις υπογραφές που τέθηκαν στο παρόν Πρωτόκολλο και τα έγγραφα επικύρωσης και προσχώρησης που κατατέθηκαν σύμφωνα με το άρθρο 8·

β) Την ημερομηνία κατά την οποία το παρόν Πρωτόκολλο θα τεθεί σε ισχύ σύμφωνα με το άρθρο 9 και την ημερομηνία κατά την οποία θα τεθούν σε ισχύ οι τροποποιήσεις που προβλέπονται στο άρθρο 11·

γ) Τις καταγγελίες που έγιναν σύμφωνα με το άρθρο 12.

ΑΡΘΡΟ 14

1. Το παρόν Πρωτόκολλο, του οποίου τα κείμενα στην Αγγλική, Κινεζική, Ισπανική, Γαλλική και Ρωσική έχουν την ίδια ισχύ, θα κατατεθεί στο αρχείο του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών.

2. Ο Γενικός Γραμματέας του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών διαβιβάζει κυρωμένο αντίγραφο του παρόντος Πρωτοκόλλου σε όλα τα Κράτη στα οποία αναφέρεται το άρθρο 48 του Συμφώνου.

ΔΕΥΤΕΡΟ ΠΡΟΑΙΡΕΤΙΚΟ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟ ΣΤΟ ΔΙΕΘΝΕΣ ΣΥΜΦΩΝΟ ΓΙΑ ΤΑ ΑΤΟΜΙΚΑ ΚΑΙ ΠΟΛΙΤΙΚΑ ΔΙΚΑΙΩΜΑΤΑ ΣΧΕΤΙΚΟ ΜΕ ΤΗΝ ΚΑΤΑΡΓΗΣΗ ΤΗΣ ΠΟΙΝΗΣ ΤΟΥ ΘΑΝΑΤΟΥ

ΤΑ ΣΥΜΒΑΛΛΟΜΕΝΑ ΚΡΑΤΗ ΣΤΟ ΠΑΡΟΝ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟ,

ΠΕΠΕΙΣΜΕΝΑ ότι η κατάργηση της θανατικής ποινής συντελεί στο να προαγάγει την ανθρώπινη αξιοπρέπεια και την προοδευτική ανάπτυξη των δικαιωμάτων του ανθρώπου,

ΥΠΕΝΘΥΜΙΖΟΝΤΑΣ το άρθρο 3 της Οικουμενικής Διακήρυξης των Δικαιωμάτων του Ανθρώπου που υιοθετήθηκε στις 10 Δεκεμβρίου 1948, καθώς και το άρθρο 6 του Διεθνούς Συμφώνου για τα Ατομικά και Πολιτικά Δικαιώματα που υιοθετήθηκε στις 16 Δεκεμβρίου 1966,

ΣΗΜΕΙΩΝΟΝΤΑΣ ότι το άρθρο 6 του Διεθνούς Συμφώνου για τα Ατομικά και Πολιτικά Δικαιώματα αναφέρεται στην κατάργηση της ποινής του θανάτου με όρους οι οποίοι δεν αφήνουν καμία αμφιβολία πως η κατάργηση της ποινής του θανάτου είναι επιθυμητή,

ΠΕΠΕΙΣΜΕΝΑ ότι όλα τα λαμβανόμενα μέτρα για την κατάργηση της ποινής του θανάτου πρέπει να θεωρούνται ως πρόοδος στην απόλαυση του δικαιώματος στη ζωή,

ΕΧΟΝΤΑΣ την επιθυμία να αναλάβουν, με το παρόν Πρωτόκολλο, τη διεθνή υποχρέωση να καταργήσουν την ποινή του θανάτου,

ΣΥΜΦΩΝΟΥΝ ΤΑ ΑΚΟΛΟΥΘΑ:

ΑΡΘΡΟ ΠΡΩΤΟ

1. Κανένα πρόσωπο, που υπόκειται στη δικαιοδοσία Συμβαλλόμενου Κράτους στον παρόν Πρωτόκολλο, δεν θα εκτελεσθεί.

2. Κάθε Συμβαλλόμενο Κράτος θα λάβει όλα τα απαιτούμενα μέτρα για την κατάργηση της θανατικής ποινής μέσα στα όρια της δικαιοδοσίας του.

ΑΡΘΡΟ 2

1. Δεν θα γίνει δεκτή καμία επιφύλαξη στο παρόν Πρωτόκολλο, εκτός της επιφύλαξης που θα διατυπωθεί κατά την επικύρωση ή την προσχώρηση και θα προβλέπει την εφαρμογή της θανατικής ποινής σε καιρό πολέμου μετά από καταδίκη για έγκλημα στρατιωτικού χαρακτήρα, υψίστης σημασίας, που τελέσθηκε σε καιρό πολέμου.

2. Το Συμβαλλόμενο Κράτος, διατυπώνοντας μία τέτοια επιφύλαξη, θα κοινοποιήσει στο Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών, κατά την επικύρωση

ή την προσχώρηση, τις σχετικές διατάξεις της εσωτερικής νομοθεσίας που εφαρμόζονται σε καιρό πολέμου.

3. Το Συμβαλλόμενο Κράτος, που διατύπωσε μία τέτοια επιφύλαξη, θα γνωστοποιήσει στο Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών την κήρυξη ή την άρση της κατάστασης πολέμου στο έδαφός του.

ΑΡΘΡΟ 3

Τα Συμβαλλόμενα Κράτη στο παρόν Πρωτόκολλο θα παραθέσουν, στις εκθέσεις που θα παρουσιάσουν στην Επιτροπή Δικαιωμάτων του Ανθρώπου, δυνάμει του άρθρου 40 του Συμφώνου, τα μέτρα που θα ληφθούν για να θέσουν σε εφαρμογή το παρόν Πρωτόκολλο.

ΑΡΘΡΟ 4

Όσον αφορά τα Συμβαλλόμενα Κράτη στο Σύμφωνο που έχουν κάνει τη δήλωση που προβλέπεται στο άρθρο 41, η αρμοδιότητα, που αναγνωρίζεται στην Επιτροπή Δικαιωμάτων του Ανθρώπου να λαμβάνει και να εξετάζει τις αναφορές στις οποίες ένα Συμβαλλόμενο Κράτος ισχυρίζεται πως ένα άλλο Συμβαλλόμενο Κράτος δεν εκπληρώνει τις υποχρεώσεις του, επεκτείνεται στις διατάξεις του παρόντος Πρωτοκόλλου, εφόσον το ενδιαφερόμενο Συμβαλλόμενο Κράτος δεν έχει κάνει αντίθετη δήλωση κατά την επικύρωση ή την προσχώρηση.

ΑΡΘΡΟ 5

Όσον αφορά τα Συμβαλλόμενα Κράτη στο πρώτο προαιρετικό Πρωτόκολλο σχετιζόμενο με το Διεθνές Σύμφωνο για τα Ατομικά και Πολιτικά Δικαιώματα που υιοθετήθηκε στις 16 Δεκεμβρίου 1966, η αρμοδιότητα, που αναγνωρίζεται στην Επιτροπή Δικαιωμάτων του Ανθρώπου να λαμβάνει και να εξετάζει αναφορές προερχόμενες από άτομα που υπόκεινται στη δικαιοδοσία τους, επεκτείνεται στις διατάξεις του παρόντος Πρωτοκόλλου, εφόσον το ενδιαφερόμενο Συμβαλλόμενο Κράτος δεν έχει κάνει αντίθετη δήλωση κατά την επικύρωση ή την προσχώρηση.

ΑΡΘΡΟ 6

1. Οι διατάξεις του παρόντος Πρωτοκόλλου εφαρμόζονται ως διατάξεις πρόσθετες στο Σύμφωνο.

2. Χωρίς να βλάπτει τη δυνατότητα διατύπωσης της επιφύλαξης που προβλέπει το άρθρο 2 του παρόντος Πρωτοκόλλου, το δικαίωμα που εγγυάται η παράγραφος 1 του πρώτου άρθρου του παρόντος Πρωτοκόλλου δεν μπορεί να αποτελέσει αντικείμενο καμίας από τις παρεκκλίσεις που προβλέπονται στο άρθρο 4 του Συμφώνου.

ΑΡΘΡΟ 7

1. Το παρόν Πρωτόκολλο είναι ανοιχτό για υπογραφή από κάθε Κράτος που έχει υπογράψει το Σύμφωνο.

2. Το παρόν Πρωτόκολλο υπόκειται στην επικύρωση κάθε Κράτους που έχει επικυρώσει το Σύμφωνο ή έχει προσχωρήσει σ' αυτό. Τα έγγραφα επικύρωσης θα κατατεθούν στο Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών.

3. Το παρόν Πρωτόκολλο θα είναι ανοιχτό στην προσχώρηση κάθε Κράτους που έχει επικυρώσει το Σύμφωνο ή έχει προσχωρήσει σ' αυτό.

4. Η προσχώρηση θα πραγματοποιηθεί με την κατάθεση ενός εγγράφου προσχώρησης στο Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών.

5. Ο Γενικός Γραμματέας του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών θα πληροφορήσει όλα τα Κράτη που έχουν υπογράψει το παρόν Πρωτόκολλο ή που έχουν προσχωρήσει σ' αυτό για την κατάθεση κάθε εγγράφου επικύρωσης ή προσχώρησης.

ΑΡΘΡΟ 8

1. Το παρόν Πρωτόκολλο θα τεθεί σε ισχύ τρεις μήνες μετά την ημερομηνία της καταθεσης στο Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών του δεκάτου εγγράφου επικύρωσης ή προσχώρησης.

2. Για καθένα από τα Κράτη, που θα επικυρώσει το παρόν Πρωτόκολλο ή θα προσχωρήσει σ' αυτό μετά την κατάθεση του δεκάτου εγγράφου επικύρωσης ή προσχώρησης, το εν λόγω Πρωτόκολλο θα τεθεί σε ισχύ τρεις μήνες μετά την κατάθεση από κάθε Κράτος του εγγράφου της επικύρωσης ή της προσχώρησης.

ΑΡΘΡΟ 9

Οι διατάξεις του παρόντος Πρωτοκόλλου εφαρμόζονται, χωρίς περιορισμό ή εξαίρεση, σε όλες τις συστατικές μονάδες των ομοσπονδιακών Κρατών.

ΑΡΘΡΟ 10

Ο Γενικός Γραμματέας του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών θα πληροφορήσει όλα τα Κράτη τα οποία αναφέρονται στην παράγραφο 1 του άρθρου 48 του Συμφώνου για:

α) Τις επιφυλάξεις, ανακοινώσεις και γνωστοποιήσεις που ελήφθησαν με βάση το άρθρο 2 του παρόντος Πρωτοκόλλου

β) Τις δηλώσεις που έγιναν δυνάμει των άρθρων 4 ή 5 του παρόντος Πρωτοκόλλου·

γ) Τις υπογραφές που τέθηκαν στο παρόν Πρωτόκολλο και τα έγγραφα επικύρωσης και προσχώρησης που κατατέθηκαν σύμφωνα με το άρθρο 7 του παρόντος Πρωτοκόλλου·

δ) Την ημερομηνία κατά την οποία το παρόν Πρωτόκολλο θα τεθεί σε ισχύ σύμφωνα με το άρθρο 8 αυτού.

ΑΡΘΡΟ 11

1. Το παρόν Πρωτόκολλο, του οποίου τα κείμενα στην Αγγλική, Αραβική, Κινεζική, Ισπανική, Γαλλική και Ρωσική έχουν την ίδια ισχύ, θα κατατεθεί στο αρχείο του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών.

2. Ο Γενικός Γραμματέας του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών διαβιβάζει κυρωμένο αντίγραφο του παρόντος Πρωτοκόλλου σε όλα τα Κράτη στα οποία αναφέρεται το άρθρο 48 του Συμφώνου.

Άρθρο δεύτερο

Η Ελληνική Κυβέρνηση διατυπώνει την επιφύλαξη που προβλέπει το άρθρο 2 παρ.1 του Δεύτερου Προαιρετικού Πρωτοκόλλου στο Διεθνές Σύμφωνο για τα ατομικά και πολιτικά δικαιώματα, για την εφαρμογή της θανατικής ποινής σύμφωνα με τις διατάξεις του Στρατιωτικού Ποινικού Κώδικα (ν. 2287/1995 ΦΕΚ 20 Α') σε καιρό πολέμου, μετά από καταδίκη για έγκλημα στρατιωτικού χαρακτήρα υψίστης σημασίας που τελέσθηκε σε καιρό πολέμου.

Άρθρο τρίτο

Η ισχύς του παρόντος νόμου αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως, του Συμφώνου που κυρώνεται από την πλήρωση των προϋποθέσεων του άρθρου 49 παρ. 2 αυτού, του Προαιρετικού Πρωτοκόλλου στο Σύμφωνο από την πλήρωση των προϋποθέσεων του άρθρου 9 παρ. 2 αυτού και του Δεύτερου Προαιρετικού Πρωτοκόλλου στο Σύμφωνο από την πλήρωση των προϋποθέσεων του άρθρου 8 παρ. 2 αυτού.

Παραγγέλλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 21 Φεβρουαρίου 1997

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΘΝΙΚΗΣ ΑΜΥΝΑΣ
ΑΠ.-ΑΘ. ΤΣΟΧΑΤΖΟΠΟΥΛΟΣ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
Θ. ΠΑΓΚΑΛΟΣ

ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ
ΕΥΑΓ. ΓΙΑΝΝΟΠΟΥΛΟΣ

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους

Αθήνα, 21 Φεβρουαρίου 1997

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΕΥΑΓ. ΓΙΑΝΝΟΠΟΥΛΟΣ

ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ

ΕΦΗΜΕΡΙΔΑ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΚΑΠΟΔΙΣΤΡΙΟΥ 34 * ΑΘΗΝΑ 104 32 * TELEX 223211 YPET GR * FAX 52 34 312

ΠΛΗΡΟΦΟΡΙΕΣ ΕΞΥΠΗΡΕΤΗΣΗΣ ΠΟΛΙΤΩΝ

ΚΕΝΤΡΙΚΗ ΥΠΗΡΕΣΙΑ Σολωμού 51		ΠΕΡΙΦΕΡΕΙΑΚΑ ΓΡΑΦΕΙΑ ΠΩΛΗΣΗΣ Φ.Ε.Κ.	
Πληροφορίες δημοσιευμάτων Α.Ε. - Ε.Π.Ε.	5225761	ΘΕΣΣΑΛΟΝΙΚΗ	
	5230841	25ης Μαρτίου 21 Τ.Κ. 541 00	(031) 423956
Πληροφορίες δημοσιευμάτων λοιπών Φ.Ε.Κ.	5225713	ΠΕΙΡΑΙΑΣ	4136402
	5249547	Νικήτα 6-8 Τ.Κ. 185 31	4171307
Πώληση Φ.Ε.Κ.	5239762	ΠΑΤΡΑ	(061)271249
Φωτοαντίγραφα παλαιών Φ.Ε.Κ.	5248141	Κορίνθου 327 Τ.Κ. 262 23	224581
Βιβλιοθήκη παλαιών Φ.Ε.Κ.	5248188	ΙΩΑΝΝΙΝΑ	
Οδηγίες για δημοσιεύματα Α.Ε. - Ε.Π.Ε.	5248785	Διοικητήριο Τ.Κ. 454 44	(0651)21901
Εγγραφή Συνδρομητών Φ.Ε.Κ. και		ΚΟΜΟΤΗΝΗ	(0531)22637
αποστολή Φ.Ε.Κ.	5248320	Δημοκρατίας 1 Τ.Κ. 691 00	26522

ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ ΕΦΗΜΕΡΙΔΟΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ	- Μέχρι 8 σελίδες 150 δρχ. - Από 9 μέχρι 16 σελίδες 300 δρχ. - Από 16 σελίδες και άνω προσαύξηση 100 δρχ. ανά 8σέλιδο ή μέρους αυτού

ΕΤΗΣΙΕΣ ΣΥΝΔΡΟΜΕΣ Φ.Ε.Κ.

Τεύχος	Κ.Α.Ε. Προϋπολογισμού 2531	Κ.Α.Ε. εσόδου υπέρ ΤΑΠΕΤ 3512
Α΄ (Νόμοι, Π.Δ., Συμβάσεις κ.τλ.)	50.000 δρχ.	2.500 δρχ.
Β΄ (Υπουργικές αποφάσεις κ.τλ.)	50.000 »	2.500 »
Γ΄ (Διορισμοί, απολύσεις κ.τλ. Δημ. Υπαλλήλων)	10.000 »	500 »
Δ΄ (Απαλλοτριώσεις, πολεοδομία κτλ.)	50.000 »	2.500 »
Αναπτυξιακών Πράξεων (Τ.Α.Π.Σ.)	25.000 »	1.250 »
Ν.Π.Δ.Δ. (Διορισμοί κ.τλ. προσωπικού Ν.Π.Δ.Δ.)	10.000 »	500 »
Παράρτημα (Πίνακες επιτυχόντων διαγωνισμών)	5.000 »	250 »
Δελτίο Βιομηχανικής Ιδιοκτησίας (Δ.Ε.Β.Ι.)	10.000 »	500 »
Ανωτάτου Ειδικού Δικαστηρίου (Α.Ε.Δ.)	3.000 »	150 »
Ανωνύμων Εταιρειών & Ε.Π.Ε.	250.000 »	12.500 »
Προκηρύξεων Α.Σ.Ε.Π.	10.000 »	500 »
ΓΙΑ ΟΛΑ ΤΑ ΤΕΥΧΗ ΕΚΤΟΣ Α.Ε. & Ε.Π.Ε.	200.000 »	10.000 »

* Οι συνδρομές του εσωτερικού προπληρώνονται στα Δημόσια Ταμεία που δίδουν αποδεικτικό είσπραξης (διπλότυπο) το οποίο με τη φροντίδα του ενδιαφερομένου πρέπει να στέλνεται στην Υπηρεσία του Εθνικού Τυπογραφείου.
* Οι συνδρομές του εξωτερικού επιβαρύνονται πέρα των παραπάνω αναφερομένων ποσών με τα ταχυδρομικά τέλη και μπορεί να στέλνονται με επιταγή και σε ανάλογο συνάλλαγμα στο Διευθυντή Οικονομικού του Εθνικού Τυπογραφείου.
* Η πληρωμή του ποσοστού του ΤΑΠΕΤ που αντιστοιχεί σε συνδρομές, εισπράττεται στην Αθήνα από το Ταμείο του ΤΑΠΕΤ (Σολωμού 51 - Αθήνα) και στις άλλες πόλεις από τα Δημόσια Ταμεία.
* Οι συνδρομητές του εξωτερικού μπορούν να στέλνουν το ποσό του ΤΑΠΕΤ μαζί με το ποσό της συνδρομής.
* Οι Νομαρχιακές Αυτοδιοικήσεις, οι Δήμοι, οι Κοινότητες ως και οι επιχειρήσεις αυτών πληρώνουν το μισό χρηματικό ποσό της συνδρομής και ολόκληρο το ποσό υπέρ του ΤΑΠΕΤ.
* Η συνδρομή ισχύει για ένα χρόνο, που αρχίζει την 1η Ιανουαρίου και λήγει την 31η Δεκεμβρίου του ίδιου χρόνου. Δεν εγγράφονται συνδρομητές για μικρότερο χρονικό διάστημα.
* Η εγγραφή ή ανανέωση της συνδρομής πραγματοποιείται το αργότερο μέχρι τον Μάρτιο κάθε έτους.
* Αντίγραφα διπλοτύπων, ταχυδρομικές επιταγές και χρηματικά γράμματια δεν γίνονται δεκτά.

Οι υπηρεσίες κοινού λειτουργούν καθημερινά από 08.00΄ έως 13.00΄

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ